

DOSSIER

Démographie: un horizon chargé

- 5 Europe - Les transformations des comportements
- 7 Asie - Moins de naissances mais un garçon à tout prix
- 10 L'Afrique: milliardaire... en hommes
- 12 Les femmes nous préserveront-elles du réchauffement climatique?
- 13 «Diminuer la population n'est pas la solution miracle»
- 15 Russie: à la mort, à la vie
- 16 Selon Welzer, le XXI^e siècle sera violent ou ne sera pas

ÉDITORIAL

- 3 Les minarets: au-delà du symbole

ENTRETIENS

- 18 La mutation des extrêmes droites — avec J.-Y. Camus
- 20 Les catacysmes insensés — avec B. Méheust
- 22 La leçon de vigilance de l'oublié du Nobel— avec J.-Cl. Chermann

ÉPOQUE

- 25 «Il faut réinterroger notre manière de partager les biens!»

BRÈVES

MONDE

- 28 Signes et interdits religieux: l'imposture identitaire
- 29 Amérique latine - La laïcité progresse

RÉFLEXIONS

- 30 Chomsky «cuisiné»

CULTURE

- 32 Teotihuacan, divin Mexique
- 33 Soulages: la lumière du noir

AGENDA

La rédaction d'Espace de Libertés vous souhaite une belle année 2010.

Les minarets: au-delà du symbole

PATRICE DARTEVELLE

La votation suisse du 29 novembre aboutissant à l'interdiction constitutionnelle de construire des minarets (par 57,5% des votants et près de 40 % des Suisses) a surpris les optimistes béats, comme si la question de la présence des musulmans n'était pas centrale en Europe.

Le droit de chacun

La question des minarets relève de toute évidence des symboles, comme trop souvent dans les questions de multiculturalité. Le fond du problème est théoriquement celui des mosquées. Indirectement, les Suisses ont admis ne pas contester celles-ci alors que pareille position ne relève pas de l'évidence: la bataille est intense pour refuser le permis de bâtir des mosquées, en Belgique comme partout en Europe occidentale¹. La question est cette fois encore plus symbolique, seule la visibilité des mosquées paraît en cause. Chaque groupe, religieux ou autre, cherche à marquer dans l'espace son existence, son influence. C'est le cas de toutes les religions, de tous les pouvoirs. Quand, dans nos régions au Moyen Âge, les villes ont obtenu suffisamment d'autonomie, elles se sont empressées de construire un symbole «laïque», les beffrois (étymologiquement les «cloches libres»).

Contester le droit de chaque religion de construire des édifices convenant à ses pratiques ou traditions est impossible pour qui veut la séparation de l'Église et de l'État. Seul le respect des normes générales d'aménagement du territoire peut y être opposé². Pourtant, et c'est le mérite de la démocratie directe, et non son défaut comme le dit Hugues Dorzée³, la votation suisse a révélé ce que donneraient les mêmes scrutins en France et en Belgique: 46 % des Français apprécieraient l'interdiction des minarets⁴ et 59,3 % des Belges⁵.

Je peux suivre Jean-Paul Marthoz quand il dit que «les peurs que provoquent l'extrémisme islamique... le doute face à des accommodements dits "raisonnables" qui grignotent peu à peu le principe de laïcité, d'égalité et de liberté doivent être entendus, mais ils ne peuvent en aucun cas justifier la discrimination et les exclusions»⁶. Il faut cependant aller au-delà sous peine de langue de bois et surtout éviter que des symboles prennent la place des vraies questions.

Valeurs universelles

Laissons de côté la situation hollandaise et restons en Belgique. Le désarroi y grandit aussi. Quand un ancien candidat à la présidence du CAL, Chemsî Chéref Khan, devient membre du bureau du nouveau Parti populaire de M. Modrikamen et de R. Aernoudt, parti qui a exigé que «les émigrés se plient à nos valeurs»⁷, on voit que les risques de dérive sont grands. Toutefois, il ne faut pas se limiter à croire benoîtement que la question des minarets relève de la seule séparation de l'Église

et de l'État, c'est-à-dire de la laïcité politique comme nous le disons. À tout le moins, l'affirmation de l'immigration sous la forme religieuse réduit la sécularisation entamée depuis plus de cent ans en Europe à peu de choses près. Plus encore, le combat laïque a une dimension philosophique. Chacun a le droit de pratiquer sa religion, mais l'accent mis sur celle-ci de manière exacerbée peut poser problème. Il a bien fallu, dès le XVIII^e siècle, réduire le nombre de jours chômés pour fêtes religieuses. L'organisation d'un groupe de dogmes religieux va nous ramener au Moyen Âge: sauf ceux d'entre eux qui sont laïcisés, les musulmans n'acceptent pas la théorie de l'évolution. Pouvons-nous accepter de vivre dans une société où les musulmans ne pourront être sérieusement biologistes, ou géologues, voire chercheurs dans certaines parties de la médecine? Le droit de nous renvoyer dans un univers préscientifique n'existe pas. C'est seulement une conséquence de l'inventaire diabolique qu'est le droit à la différence. Anne Morelli le relève: «l'antiracisme... a été dévoyé vers des horizons antagonistes par rapport à ceux qui étaient les nôtres... Ce concept [le droit à la différence]... a été par la suite instrumentalisé pour revendiquer le respect de 'valeurs' totalement opposées à celles que nous prônons: le machisme, la domination de la société par la religion, le puritanisme...»⁸.

Concrètement sur le terrain, du moins dans certaines communes surtout bruxelloises, on vit «un véritable choc des civilisations... Ce n'est pas politiquement correct de le dire, mais la réalité sur le terrain montre qu'il n'y a plus de consensus sur les valeurs communes... Aujourd'hui, on n'ose plus utiliser le mot intégration», dit Merry Hermanus, échevin socialiste de Jette⁹, autrefois trésorier du CAL.

Vain recours à la religion

Soit pour les minarets, mais disons aux musulmans de Belgique que si leur situation sociale et humaine est très difficile, ils font le mauvais choix en approfondissant leur ancrage religieux. L'extériorisation et la massification des mosquées par l'adjonction de minarets est une forme de ghettoïsation, ce qui arrange peut-être tout le monde. Comme le dit le maire PS de Clichy-sous-Bois, Claude Dilain «le message est simple: puisque vous ne m'aimez pas,... je choisis d'exister en tant que "religieux ou musulman"»¹⁰. Le racisme quotidien est une réalité et le combat de ses victimes est légitime. Mais le recours à l'étendard de l'islam fait peur aux meilleurs amis de ceux-ci parce qu'il ne peut libérer personne, ni eux, ni nous. Par précaution, je souhaiterais une loi interdisant l'appel du muezzin du haut de son minaret —alors que la mosquée Mimar Sinan à Visé en a reçu l'autorisation!— mais aussi celui des cloches de «nos» églises.

1 Cf. Corinne Torrekens, «Limitations, négociations et stratégies de contournement autour de la visibilité des mosquées à Bruxelles», in [Alain Dierkens et Anne Morelli], Topographie du sacré - L'emprise religieuse sur l'espace, Problèmes d'histoire des religions, Éditions de l'ULB, XVIII, 2008, pp. 207-219.

2 L'affaire n'est pas si simple: une grande partie des zones rurales et des centres anciens de Wallonie est enserrée dans des normes patrimoniales particulièrement étroites pour des bâtiments nouveaux. Peut-on les opposer à un groupe cohérent de citoyens?

3 Cf. «Islam: le vote populaire est un paravent», Le Soir du 8 décembre 2009.

4 Le Figaro du 3 décembre 2009.

5 Le Soir du 9 décembre 2009.

6 «Les minarets et le chemin des crêtes», Le Soir du 8 décembre 2009.

7 Le Soir du 27 novembre 2009.

8 Anne Morelli, «La lutte jamais achevée contre la division des 'pos-sédés' in Résistance Entraînement citoyen, Échange décalé avec Marcel Deprez, Seraing, IH0ES, 2008, pp. 141-143.

9 Le Soir du 26 novembre 2009.

10 Le Monde du 1^{er} décembre 2009.

espace de Libertés MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.



Rédaction, administration et publicité: directeur: Patrice Darteville, rédactrice en chef: Michèle Michiels, secrétaire de rédaction: Nicole Nottet, production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne, iconographie: Michèle Michiels, comité de rédaction: Patrice Darteville, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, Yves Kengen, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois. Fondateurs: Jean Schouters, documentation: Anne Cugnon. Impression: Kliemo. ISSN 0775-2768 Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC). Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux - Ministère de la Communauté française. Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier. En couverture: © Image Source.

Abonnement: 11 numéros + 1 Document Belgique: 20€, Étranger: 32€ par virement au compte n°210-0624799-74 du CAL. Centre d'Action Laïque: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61 TVA: BE (0) 409 110 069 E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

EUROPE

LES TRANSFORMATIONS
DES COMPORTEMENTS

JEAN-PIERRE GRIMMEAU
IGEAT, ULB.

L'évolution des effectifs de population dépend de trois phénomènes seulement: la natalité, la mortalité et les migrations. Les démographes ont l'habitude, pour étudier de manière cartésienne ces phénomènes, de séparer les effets de comportements des effets de structures. En effet, donner naissance, mourir ou migrer se fait plus à certains âges qu'à d'autres, et donc la structure d'âge de la population, pour ne parler que d'elle, influe sur l'intensité de la natalité, de la mortalité et des migrations. Nous parlerons surtout ici de comportements démographiques, mais il faudra bien aussi évoquer l'évolution du volume des populations et de leurs structures, particulièrement le vieillissement, parce que ce sont deux grandes préoccupations sociétales du moment.

Mortalité: du bon et du moins bon

Depuis 1960 environ, les maladies infectieuses et parasitaires, en régression, sont dépassées par les causes de décès «modernes» (cancers, maladies vasculaires, accidents). En conséquence, on meurt de moins en moins avant 50 ans: les maladies «modernes» sont aussi dites d'usure de l'organisme. Mais les comportements ont leur part de responsabilité: consommation croissante de tabac et d'alcool depuis l'après-guerre, développement du parc automobile, alimentation trop riche, sédentarité, pollution chimique, etc. Il a fallu que les politiques de santé publique s'adaptent à cet état de fait. Sans minimiser les progrès médicaux, les campagnes d'information sur les comportements nocifs et les réglementations sont devenues plus importantes que la médecine scolaire ou les vaccinations. Ainsi par exemple, la limitation de vitesse et l'imposition de la ceinture de sécurité en 1972 ont renversé la tendance de la mortalité routière en France et l'application plus sévère des règles (vitesse, alcoolémie) en 2003 a encore abaissé la mortalité routière de 40 pour cent¹. Les restrictions à la consommation de tabac sont un autre exemple. L'ex-URSS a manqué ce tournant. En Russie², l'espérance de vie masculine a diminué de plusieurs années depuis 1965, suite à une forte consommation d'alcool, à un manque d'attention à l'environnement et à la qualité alimentaire et à une dégradation des conditions d'exercice de la médecine. De même, les autres pays d'Europe de l'Est ont vu leur espérance de vie masculine décroître ou stagner. Cette évolution négative de l'espérance de vie rompt l'idée d'une tendance inéluctable vers le progrès. Le reste de l'Europe a gagné un cinquième à un quart d'année d'espérance de vie par an.

Actuellement, le principal contraste de mortalité en Europe est encore Est-Ouest: 65 ans d'espérance de vie masculine à l'Est contre 77 à l'Ouest, 75 contre 82 pour les femmes.

Fécondité: retardée et diminuée

L'Europe capitaliste a vécu un baby-boom pendant les *golden sixties*, culminant vers 1965 en Europe du Nord et de l'Ouest, à 2,7 enfants par femme, avant de chuter jusqu'en 1975 à 1,7 enfant par femme. Si l'euphorie économique est bien la cause du baby-boom, la crise n'a pas provoqué la chute puisque celle-ci date de 1973 (pétrolière). La cause est plutôt l'avènement d'une contraception féminine, coïncidant avec un marché du travail très tendu, encourageant le recrutement de main-d'œuvre féminine: les femmes ont ajusté leur fécondité à un niveau compatible avec leur carrière professionnelle. À ce moment, il y a une corrélation géographique inverse entre la fécondité et le taux d'emploi. Paradoxalement, la chute de la fécondité est le produit de la haute conjoncture. Les pays de l'Est ont subi l'évolution inverse: l'avortement y a été autorisé dans des buts sociaux depuis les années 1950, mais a été utilisé pour le contrôle des naissances. Les autorités se sont inquiétées quand le nombre moyen d'enfants par femme a menacé de passer sous le niveau de reproduction (2,1) vers le milieu des années 60. Elles ont alors interdit ou fortement restreint l'avortement, faisant bondir la fécondité. À la fin des années 80 encore, la moitié des conceptions se terminaient par un avortement en Europe de l'Est. La réduction de la fécondité en Europe du Sud est plus tardive qu'à l'Ouest, très marquée à partir du milieu des années 70, mais menant vers la fin des années 90 à des fécondités extrêmement faibles, inférieures à 1,3 enfant par femme. Ce qui se produit là est un prolongement étonnant de l'adolescence: suite à la difficulté croissante pour les jeunes de trouver un emploi (stable), la cohabitation avec les parents est prolongée et il n'y a pas de formation de couples ni de naissances hors mariage. Dans la version italienne du film, Tanguy a 32 ans! On a donc un renversement du lien entre géographies de la fécondité et de l'emploi: maintenant, on trouve les plus faibles fécondités européennes dans les pays à faible taux d'emploi. D'autre part, la chute du Rideau de fer et du communisme a provoqué dans les pays de l'Est un profond désarroi, se marquant entre autres par une chute de la fécondité à des niveaux inédits, également inférieurs à 1,3. L'irruption du capitalisme presse les jeunes à prolonger leurs études et à différer union et fécondité. Ce retardement de la fécondité est un phénomène général en Europe. L'âge ➤

DÉMOGRAPHIE:
UN HORIZON CHARGÉ

LA DÉMOGRAPHIE RESTE BEL ET BIEN UN NŒUD GORDIEN. POUR SIMPLIFIER: LES PAYS RICHES MAÎTRISENT LEUR FÉCONDITÉ, LES PAYS PAUVRES MAINTIENNENT LA LEUR. NOUS SERONS BIENTÔT 7 MILLIARDS D'HUMAINS BOUSCULÉS EN SENS DIVERS, ET SOUVENT CONTRAIRES, PAR LES PHÉNOMÈNES DE NATALITÉ, DE MORTALITÉ, DE MIGRATIONS. QUE LA SITUATION CLIMATIQUE GLOBALE CREUSERA D'AVANTAGE ENCORE. PANORAMA D'UNE SITUATION MONDIALE POUR LE MOINS CONTRASTÉE ET PASSABLEMENT INQUIÉTANTE.

© Image Source

- Europe - Les transformations des comportements
- Asie - Moins de naissances mais un garçon à tout prix
- L'Afrique, milliardaire... en hommes
- Les femmes nous préserveront-elles du réchauffement climatique?
- «Diminuer la population n'est pas la solution miracle»
- Russie: à la mort, à la vie
- Selon Welzer, le XXI^e siècle sera violent ou ne sera pas

1 C. Got & coll. (2007) La mortalité routière en France peut encore reculer, *Population & sociétés*, 434.

2 Voir l'article de J-M Chauvier sur le sujet en page 15.

“**LE VIEILLISSEMENT INQUIÈTE LES ÉTATS DANS LA MESURE OÙ CELA ALOURDIT LA CHARGE DES PENSIONS. MAIS IL EN ALLÈGE D'AUTRES.**”

moyen à la maternité dépasse maintenant 30 ans dans différents pays, comme aux Pays-Bas. L'âge moyen au mariage était traditionnellement élevé en Europe occidentale depuis le XVI^e siècle comme moyen de réduction des naissances. Il a commencé à descendre à partir des années 30, quand la fécondité était mieux contrôlée, et l'âge moyen à la maternité a atteint son minimum au milieu des années 70, vers 27 ans.

Sa remontée a pour conséquence qu'une partie de la fécondité souhaitée mais reportée ne se fera pas: la fécondité diminue.

La diminution de la fécondité à la fin du XIX^e siècle avait fait craindre aux États une diminution de la population. La faiblesse actuelle des fécondités et l'absence de progrès de l'espérance de vie à l'Est font que la population y décroît. Dans le reste de l'Europe, la croissance reste généralement positive (souvent grâce à l'immigration extérieure) mais faible. Les structures d'âge jouent ici aussi en défaveur de la croissance: la population de l'Europe est vieille, ce qui soutient le taux de mortalité et déprime le taux de natalité.

Un vieillissement inquiétant

Alors que la diminution de la fécondité à la fin du XIX^e siècle inaugure le vieillissement de la population, en réduisant la base des pyramides d'âges, ce phénomène n'a commencé à inquiéter que depuis les années 1960. Continent le plus vieilli de la planète, l'Europe comptait 12% de plus de 60 ans en 1950, 21% en 2005 et l'on en prévoit 29% en 2050. La réduction de la mortalité a commencé par concerner surtout les enfants; ce n'est que depuis 1960 environ que l'essentiel du progrès de la mortalité s'applique aux plus de 60 ans, provoquant cette fois un vieillissement par le sommet (de la pyramide). Dans le même temps, le rôle de la fécondité est devenu ambigu: le baby-boom des *golden sixties*, s'il a rajeuni la population à court terme, accentue le vieillissement lorsque cette génération fournie arrive à l'âge de la retraite. Le progrès de l'espérance de vie s'accompagne d'une amélioration de l'état de santé des aînés, à âge comparable: si l'on appelait les plus de 50 ans des vieillards au début du XX^e siècle, on hésite à utiliser ce terme aujourd'hui pour des personnes de 20 ans de plus! Le vieillissement inquiète les États dans la mesure où cela alourdit la charge des pensions. Mais il en allège d'autres: allocations familiales, enseignement, etc. On dit aussi que le vieillissement augmente les charges de santé publique. Ce n'est que partiellement vrai, dans la mesure où les années de vie gagnées le sont généralement dans

de bonnes conditions de santé. Le passage à la retraite des générations fournies nées pendant les *golden sixties* a fait craindre un déficit de main-d'œuvre, mais les employeurs y font face par des gains de productivité.

Migrations: inévitables

Le recrutement de main-d'œuvre peu qualifiée à l'étranger a commencé dans l'entre-deux-guerres. Depuis les années 1960, on a imaginé de recourir à l'immigration pour maintenir le volume de la population et pour la rajeunir, les immigrés étant majoritairement jeunes et plus féconds que la population belge. On a donc encouragé l'immigration familiale, qui se poursuit aujourd'hui par le regroupement familial, y compris par immigration de conjoints fraîchement épousés. Depuis les années 60 aussi, l'immigration se complète d'étudiants issus du Tiers-Monde et de cadres étrangers. Mais la grande rupture date de la fin des années 80, avec l'augmentation des candidats réfugiés et le développement de l'immigration spontanée clandestine. L'Europe, comme l'Amérique du Nord d'ailleurs, se mue en forteresse. Bien sûr on ne peut «accueillir toute la misère du monde», mais il ne faut pas perdre de vue que d'une part, le Tiers-Monde est maintenant au cœur de sa transition démographique, quand la mortalité a déjà diminué mais que la fécondité reste élevée, provoquant un accroissement de population considérable. Quand l'Europe était dans la même situation, nombre de ses ressortissants ont migré en Amérique du Nord

■ On trouve les plus faibles fécondités européennes dans les pays à faible taux d'emploi.

ou en Australie, au grand dam d'ailleurs des autochtones. D'autre part, la misère que fuient les migrants est largement le résultat du colonialisme, de l'exploitation économique en faveur des pays développés, et du rapport de force inégal qui fait que les ressources et le travail du Tiers-Monde sont mal rémunérés. La seule façon de réduire ce flux est d'aider les pays concernés à assurer à leurs ressortissants un travail décent et des conditions de vie acceptables. ■

© Fotolia

L'AVORTEMENT SÉLECTIF DES FILLES EN ASIE

MOINS DE NAISSANCES MAIS UN GARÇON À TOUT PRIX

GILLES PISON

Institut national d'études démographiques, Paris.

Il naît normalement un peu plus de garçons que de filles, 105 pour 100 filles en moyenne. Ce rapport est très peu variable dans l'espèce humaine. Pourtant la proportion de garçons chez les nouveau-nés s'est mise à augmenter dans les années 1980 dans plusieurs pays d'Asie de l'Est, notamment en Chine et en Corée du Sud (figure 1). Une préférence marquée pour les garçons existe dans ces pays. Elle est très ancienne. Pourquoi n'avait-elle pas entraîné jusque-là une hausse de la proportion de naissances masculines? Ce déséquilibre va-t-il s'aggraver et s'étendre à d'autres pays ou régions du monde? Peut-il bouleverser à terme les relations entre les sexes?

La volonté des couples d'avoir un garçon à tout prix

L'augmentation de la proportion de garçons à la naissance, à peu près au même moment en Chine et en Corée du Sud, tient au fait que ces pays partagent deux traits en commun. D'abord, la société y est fortement patrilinéaire —la propriété et les droits s'y héritaient de père en fils il y a encore peu de temps— et les femmes y ont un statut peu favorable, ce qui fait que les familles tiennent beaucoup à avoir au moins un enfant mâle pour perpétuer la lignée masculine. Cet enfant devra prendre soin de ses parents pendant leurs vieux jours et leur rendre ensuite le culte dû aux ancêtres. La fécondité a par ailleurs diminué rapidement, passant de près de six enfants en moyenne par femme au début des années 1960 à moins de deux aujourd'hui: 1,7 en Chine et 1,2 en Corée du Sud en 2008. Les chances pour une famille d'avoir ou non un garçon en ont été totalement changées. Lorsque la fécondité était élevée, une famille se retrouvait rarement sans aucun garçon. Avec six enfants, la probabilité de ne pas avoir de garçon est très faible, moins de 2%, et dans plus de 98 % des cas la famille en a au moins un; avec deux enfants en revanche, la probabilité de ne pas avoir de garçon est proche d'un quart. Cette éventualité est donc devenue de plus en plus fréquente au fur et à mesure de la baisse de la fécondité. Désireux d'avoir moins d'enfants tout en ayant au moins un garçon, les couples ont cherché à s'affranchir du hasard pour déterminer le sexe des enfants.

L'avortement plutôt que l'infanticide

Choisir le sexe de son enfant est un vieux rêve. Aucune technique cependant ne permet encore de décider du sexe de l'enfant lors de sa conception ou d'augmenter sensiblement

les chances que ce soit un garçon ou une fille. La méthode utilisée dans les pays où la proportion de garçons a augmenté consiste à déterminer le sexe de l'embryon pendant la grossesse et à avorter s'il n'est pas celui désiré. La méthode n'est pas efficace à 100%: elle permet d'éviter la naissance d'une fille, mais n'assure pas la naissance d'un garçon. Plusieurs grossesses et plusieurs avortements successifs peuvent donc précéder la naissance d'un garçon, certains couples ne réussissant toujours pas au bout de plusieurs tentatives. La méthode suppose en outre que l'on puisse déterminer le sexe du fœtus pendant la grossesse. Ce n'est que depuis 1972 qu'on sait le faire en prélevant des cellules fœtales par amniocentèse et en établissant le caryotype. Le procédé est cependant lourd et coûteux. Il reste l'apanage des pays riches ou d'une minorité aisée des pays pauvres. Le perfectionnement de l'échographie dans les années 1970 et sa large diffusion depuis les années 1980 grâce à la mise au point d'appareils de dimension réduite et de faible coût a rendu le diagnostic du sexe pendant la ►

grossesse accessible au plus grand nombre. Cette méthode permet de connaître le sexe sans trop d’erreurs à partir de 3 à 4 mois de grossesse. Des tests sanguins permettent depuis 2005 de connaître le sexe encore plus tôt, dès 5 à 10 semaines de grossesse. Ils consistent à rechercher à partir de quelques gouttes du sang de la mère la présence d’ADN fœtal propre au chromosome Y, chromosome qui n’est présent que chez les hommes. Un résultat positif signale donc la présence d’un fœtus masculin, un résultat négatif, un fœtus féminin. Ces tests sont en vente libre depuis 2005 aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais ils restent chers et leur fiabilité est mal connue.

La masculinité anormalement élevée des naissances en Chine et en Corée pourrait aussi s’expliquer par l’infanticide des petites filles. Cette pratique est signalée depuis longtemps en Chine et dans d’autres pays d’Asie et elle s’accompagne souvent de la non-déclaration de la naissance de l’enfant éliminé, ce qui contribue au déficit apparent de filles dans les statistiques. Mais la masculinité des naissances était à peu près normale dans les années 1970, signe que l’infanticide des petites filles avait reculé ou n’était pas si répandu qu’on l’imaginait. La possibilité depuis les années 1980 d’avorter des filles permet d’éviter l’infanticide et doit contribuer au contraire à en diminuer la fréquence. On ne peut davantage expliquer l’augmentation de la masculinité des naissances depuis 1980 par la non-déclaration des filles: si certaines ne sont pas enregistrées à l’état civil lors de leur naissance, peu d’entre elles échappent ensuite au recensement de la population étant donné le soin mis à le réaliser. On attribue aussi parfois la responsabilité de l’augmentation de la proportion de garçons en Chine à la politique coercitive de l’enfant unique. Il est vrai que les familles répugnaient à avoir une fille unique, mais la politique officielle correspondait aussi à leur souhait d’avoir peu d’enfants. D’ailleurs, un déséquilibre des sexes similaire à celui de la Chine est apparu à la même époque en Corée du Sud et à Taïwan, sans politique de l’enfant unique. Il est apparu aussi à Hong Kong avant le retour à la Chine et dans les familles d’origine chinoise ou coréenne aux États-Unis. L’augmentation de la masculinité des naissances depuis les années 1980 tient en réalité à la conjonction de trois phénomènes: la réduction de la taille des familles, la volonté d’avoir un garçon à tout prix et la diffusion de l’échographie (Pison, 2004).

Le sexe du premier-né encore laissé au hasard

Le rapport de masculinité à la naissance est resté normal pour les premiers-nés dans ces différents pays. L’excédent de garçons ne s’observe qu’à partir de la deuxième naissance, en s’accroissant d’un rang à l’autre. En Corée du Sud par exemple, la proportion de garçons parmi les deuxièmes enfants a augmenté jusqu’à 117 garçons pour 100 filles en 1990, pour redescendre ensuite à des valeurs presque normales après 1995. La hausse a été encore plus forte pour les troisièmes enfants: près de deux sur trois étaient des garçons au début des années 1990. La proportion a également baissé ensuite, mais reste anormalement élevée: plus de 140 garçons pour 100 filles en 2000. La plupart des couples s’en remettent donc toujours au hasard pour le sexe

du premier-né. Sans doute comptent-ils sur la chance pour que ce soit un garçon et répugnent-ils à passer une échographie et à avorter pour augmenter les chances que c’en soit un? En revanche, à la deuxième naissance, ils veulent corriger le hasard pour avoir un garçon si le premier est une fille, ou une fille si le premier est un garçon. En Chine, lorsqu’un couple a un deuxième enfant après avoir eu un garçon comme premier-né, ce deuxième est une fille un peu plus souvent qu’on attendrait (101 garçons pour 100 filles) (figure 3). En cas de troisième enfant après deux garçons, l’excédent de filles —ou le manque de garçons— est encore plus net: 74 garçons pour 100 filles. Si les Chinois veulent à tout prix un garçon, ils souhaitent aussi avoir une fille et n’hésitent pas à avorter de fœtus masculins pour cela. Les couples apprécient la naissance d’une fille si elle complète celle d’un garçon. Mais le garçon reste la priorité. Quand les parents ont deux filles et pas de garçon, s’ils ont un troisième enfant, celui-ci est plus de deux fois sur trois un garçon (225 garçons pour 100 filles), alors que dans la situation symétrique évoquée plus haut: deux garçons et pas de fille, le rapport est de 74 garçons pour 100 filles (figure 3). Et s’ils ont un garçon et une fille, le troisième est aussi plus fréquemment un garçon (116 garçons pour 100 filles).

En Inde, au Viêt Nam et dans le Caucase, on sélectionne aussi

Le rapport de masculinité à la naissance a également augmenté en Inde, mais sans encore atteindre les niveaux chinois: le recensement indien de 2001 a dénombré 108 garçons pour 100 filles parmi les enfants de moins de 7 ans, contre 106 en 1991 et 104 en 1981. Le déséquilibre des sexes affecte surtout pour l’instant les États du Nord-Ouest de l’Inde, notamment le Penjab et l’Haryana où le recensement a trouvé près de 125 garçons pour 100 filles parmi les moins de 7 ans (Nanda et Véron, 2004)]. D’autres pays d’Asie sont touchés comme le Viêt Nam (110 garçons pour 100 filles en 2006) (Kisaka, 2007), ou les trois pays du Caucase (Georgie, Arménie et Azerbaïdjan), pourtant très éloignés géographiquement de la Chine et de l’Inde, mais où le rapport de masculinité à la naissance atteignait près de 118 garçons pour 100 filles en

2001 (Meslé et al., 2007). Le phénomène pourrait s’étendre à d’autres pays comme le Bangladesh et le Pakistan, quand leur fécondité aura suffisamment baissé. Mais tous les pays ne sont pas touchés: la Thaïlande, où la fécondité est basse (1,8 en 2008), ou l’Indonésie (2,1), ne connaissent pas le phénomène, sans parler du reste du monde (Amérique latine, Afrique, Amérique du Nord, Europe) où là aussi le rapport de masculinité est resté normal jusqu’ici. Cependant, même si le phénomène doit rester limité à quelques pays, il a une dimension planétaire en raison du poids démographique de deux d’entre eux — la Chine et l’Inde regroupent 38% de la population mondiale et le tiers des naissances mondiales.

Les filles se font rares en Chine: un très mauvais calcul.

RongRong Et inri, Untitled, Beijing — Exposition «Still Life» – photographie chinoise contemporaine – Europalia China à Bozar jusqu’au 24 janvier 2010.

Le déséquilibre va-t-il s’aggraver? Tous les États de l’Union indienne et les provinces de Chine ne sont pas encore touchés, ceux à fécondité élevée sont en particulier restés à l’écart; le phénomène peut donc encore s’étendre dans ces pays et le déséquilibre des sexes se creuser, surtout en Inde. Mais il pourrait aussi régresser comme en Corée du Sud (figure 1). Ayant pris la mesure du problème que posait le déséquilibre des sexes, les autorités coréennes ont comme d’autres pays interdit les examens visant à déterminer le sexe du fœtus pendant la grossesse et les avortements sélectifs, prévoyant de fortes peines pour les médecins fautifs; des médecins ont été effectivement lourdement condamnés (Kim, 2004). La répression s’est accompagnée de campagnes visant à changer les mentalités et rehausser le statut des femmes. Ces mesures prises au début des années 1990 semblent avoir eu de l’effet puisque le rapport de masculinité, après avoir atteint un pic de 116 garçons pour 100 filles en 1990, a diminué ensuite pour re-

venir à un niveau quasi normal en 2008 (106) (Corée-Office national de statistiques) (figure 1).

Les conséquences du déséquilibre des sexes: une décélération plus rapide de la croissance à terme?

Le déséquilibre des sexes à la naissance va-t-il durer dans les pays touchés, ainsi que dans ceux qui vont l’être, ou ne sera-t-il que temporaire, avec un retour à la normale au bout de dix à vingt ans, comme en Corée du Sud? Même dans ce cas, des générations d’enfants sont déjà nées avec une surreprésentation de garçons. Ils risquent d’en subir les effets tout au long de leur vie, notamment lorsqu’ils auront l’âge de se mettre en couple: les filles, minoritaires, n’auront pas de difficultés à trouver un conjoint, alors qu’une partie des garçons se retrouveront sans partenaire. Le marché matrimonial pourrait s’adapter par un célibat plus important des hommes par rapport aux femmes et par un creusement de l’écart d’âge entre conjoints, les hommes se mariant plus tard, avec des femmes appartenant à des générations plus jeunes qu’eux, alors que les femmes se marieraient au contraire plus tôt. La tendance actuellement en Asie, comme presque partout sur la planète, est au recul de l’âge au mariage et au recul de l’âge à la première naissance, les jeunes souhaitant faire des études et avoir un emploi avant de fonder une famille. Les contraintes liées au déséquilibre des sexes pourraient contrecarrer ces évolutions chez les femmes.

Quant aux perspectives démographiques, elles sont à revoir: lorsque les générations auront l’âge d’avoir des enfants, ce qui ne devrait pas tarder, les femmes, peu nombreuses, mettront peu d’enfants au monde au total, insuffisamment pour remplacer leur génération — avec 105 garçons pour 100 filles, il faut déjà 2,1 enfants en moyenne par femme pour assurer le remplacement, avec 120 garçons pour 100 filles, il en faut 2,25. La croissance démographique des pays concernés pourrait ralentir plus vite qu’annoncé et le vieillissement démographique y être plus rapide. À l’échelle mondiale, la population plafonnerait plus tôt que prévu, et à un niveau moins élevé. ■

REFERENCES

- Eric Brian et Marie Jaisson, *Le sexisme de la première heure*. Raisons d’Agir, 2007, Paris, 376 p.
- Gilles Pison, «Moins de naissances mais un garçon à tout prix: l’avortement sélectif des filles en Asie» *Population & Sociétés*, n° 404, 2004, p. 1-4, http://www.ined.fr/fr/ressources_documentation/publications/pop_soc/bdd/publication/503/

L'AFRIQUE: MILLIARDAIRE... EN HOMMES

COLETTE BRAECKMAN

Chance ou malédiction? Défi ou handicap? Rarement statistique aura suscité plus de débats: l'Afrique vient de franchir le cap du milliard d'habitants au cours de l'année 2009, alors que dans les années 50, à la veille des indépendances, le continent ne comptait que 225 millions d'habitants, soit un humain sur dix.

Aujourd'hui, l'Afrique abrite un homme sur 7 et les spécialistes estiment qu'en 2050, un être humain sur cinq sera africain puisque le continent comptera deux milliards d'habitants... De tels chiffres font frémir la vieille Europe, où les disciples de Malthus soulignent que cette population africaine est jeune (au sud du Sahara, 43% de la population a moins de quinze ans...), que le taux de fécondité demeure élevé, 4,6 enfants par femme, contre une moyenne mondiale de 2,5 enfants...

Ce qui effraie l'Europe, en réalité, ce sont moins les risques de surpopulation de pays comme l'Ouganda (56% de moins de 18 ans) ou le Rwanda (qui compte 375 habitants au km²) que la perspective de voir ces jeunes Africains tenter, par tous les moyens, de forcer les portes de la «forteresse Europe». Dans cette perspective, des États comme la Libye — revenue en grâce pour la circonstance — ont été chargés de verrouiller les accès maritimes du vieux continent et de créer chez eux des centres de transit d'où les candidats à l'émigration seront renvoyés chez eux...

Jadis considérée comme une terre d'aventure pour les Européens, l'Afrique peu à peu est devenue un enjeu de sécurité. La considérant comme un danger potentiel, les pays du Nord se disent prêts à adopter des mesures de plus en plus restrictives et policières, afin de contenir les flux escomptés. Ceux qui naguère dénonçaient un «péril jaune» qui ne s'est jamais concrétisé redoutent aujourd'hui une marée humaine venue d'Afrique.

Au-delà des chiffres récents et sensationnels, l'analyse de cette «explosion démographique africaine» mériterait cependant des analyses plus fines, portant sur la durée et incluant plusieurs variables.

Des agressions répétées

La durée d'abord. Tous les historiens le reconnaissent: l'Afrique a subi, au cours des quatre derniers siècles, plusieurs formes majeures d'agression, dont les effets se sont conjugués. Alors qu'au XVI^e siècle, l'Afrique représentait 17% de la population mondiale et comptait plusieurs grands

royaumes prospères, la ponction esclavagiste s'est mise en œuvre dès la «découverte» de l'Amérique et elle s'est ajoutée aux razzias traditionnellement menées par les Arabes au sud du Sahara. Les historiens estiment qu'entre onze et vingt millions d'Africains ont ainsi été obligés de quitter le continent, soit par la côte orientale, soit en direction des Amériques, via le Golfe de Guinée. Ces hommes, jeunes et vigoureux pour la plupart, ont été arrachés à leur famille, leurs capacités reproductives ont été anéanties ou transplantées ailleurs. Ce n'est pas un hasard si les bassins de recrutement d'esclaves correspondent, grosso modo, à ce que l'on appelle aujourd'hui encore la «diagonale du vide», cette vaste zone sous-peuplée (moins de 30 habitants au km²) qui traverse le continent depuis le Soudan jusqu'à la Namibie. Et ce n'est pas un hasard non plus si les régions aujourd'hui les plus densément peuplées (les haut plateaux éthiopiens, le Rwanda) sont aussi celles dont les dirigeants, naguère, s'étaient opposés avec le plus de succès aux menées des esclavagistes.

Au XIX^e siècle, c'est dans cette Afrique affaiblie, dépeuplée par l'esclavage que débarquent les colonisateurs européens. Sans rencontrer trop de résistance, les puissances industrielles de l'époque se taillent des colonies, découpées sur la carte comme des tissus, et ils introduisent de nouveaux modes d'exploitation économique. Le travail forcé, l'apparition de nouvelles maladies, la répression des mouvements de résistance populaire, les changements introduits d'autorité, les déplacements de population, les guerres qui précéderont ou suivront les indépendances (Mozambique, Angola, Guinée, Namibie, Congo) provoqueront de nouveaux effondrements démographiques. En Afrique australe, la colonisation allemande aura pour effet de pratiquement rayer de la carte les Hottentots. En Afrique centrale, les risques de dépeuplement du Congo belge susciteront l'inquiétude de la Société des Nations, mais aussi celle des grandes compagnies qui redoutaient de ne plus trouver de main-d'œuvre disponible.

Autrement dit, l'Afrique revient de loin et l'«explosion» démographique annoncée aujourd'hui correspond surtout à un «rattrapage» des pertes subies au cours des siècles passés, un phénomène qui s'est produit en Europe au XIX^e siècle.

À ceci près que les exutoires qui permirent à des millions d'Européens pauvres de tenter leur chance ailleurs, dans les Amériques ou dans les colonies de peuplement africaines, n'existent plus. Les frontières sont désormais bouclées et les petits-fils des aventuriers de naguère sont aujourd'hui des fonctionnaires qui exigent des visas.

Dans un tel contexte, l'image du dynamisme démographique de l'Afrique doit être corrigée par plusieurs variables. Il faut reconnaître qu'au lieu d'être un facteur de progrès, cette explosion demeure le plus souvent synonyme de sous-développement. Ici aussi, les chiffres parlent: en Afrique, la moyenne de vie est de 53 ans et une femme sur 22 meurt en couches, tandis que la surnatalité aggrave encore les crises alimentaires. C'est que l'Afrique, à quelques exceptions près, surtout dans les villes et dans les pays du Maghreb, (où les émissions de télévision venues du Nord popularisent l'image de la famille nucléaire), n'a pas encore vraiment entamé sa «transition démographique», ce mouvement lent qui voit la taille des familles diminuer à mesure que progressent les indices de développement.

Il y a plusieurs raisons à cela: dans la plupart des pays d'Afrique, en plus des facteurs culturels où le fait d'avoir une famille nombreuse est considéré comme un don du ciel, les enfants représentent moins une charge, en termes d'éducation et d'«entretien», qu'un apport économique et surtout qu'une «assurance-solidarité» garantie aux parents pour leurs vieux jours, en l'absence de toute autre sécurité sociale. À cela s'ajoutent les effets de la polygamie, qui annulent les bénéfices de la hausse éventuelle du niveau de vie: au lieu d'investir davantage dans l'éducation des enfants, l'homme qui voit ses moyens s'améliorer, préfère souvent prendre une épouse supplémentaire, autre signe de richesse, et il fonde alors une deuxième famille...

Alors qu'en Asie, les progrès de la scolarisation sont allés de pair avec la diminution de la taille des familles, en Afrique, les inégalités entre filles et garçons, surtout dans l'accès à l'éducation formelle, ainsi que la faible fréquentation de l'enseignement secondaire et universitaire (la moitié de la moyenne mondiale!) ont freiné les progrès de la contraception. En outre, dans des milieux peu cultivés, mais même auprès des intellectuels, les campagnes visant au contrôle des naissances, à la généralisation de la contraception, voire à l'autorisation de l'avortement, sont ressenties avec méfiance, considérées comme des théories étrangères. L'opinion, de manière diffuse, redoute que ces campagnes visent à réduire une fois de plus le poids de l'Afrique dans le monde, voire à faire décroître sa population pour mieux pouvoir s'emparer de ses richesses... De plus, les Églises s'opposent absolument à l'avortement et bien souvent tentent de freiner la contraception et les programmes de planning familial...

La transition démographique paralysée

Est-il nécessaire d'ajouter que l'inégale répartition des richesses non seulement hypothèque le développement, mais paralyse la transition démographique, y compris dans des pays qui, en principe, ont les ressources qui leur per-

mettraient de «décoller»? Le Nigeria en est un exemple: avec 5,17 enfants par femme, il approche le record mondial de la fécondité détenu par son voisin le Niger où l'on compte 7,07 enfants par femme. Cependant, doté de ressources pétrolières importantes et d'un grand potentiel agricole, le Nigeria est un pays très riche, mais gangrené par la corruption, et où 90% des habitants vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Comment s'étonner du fait qu'au Nigeria, autant que dans d'autres pays bien plus pauvres, les citoyens estiment toujours que faire beaucoup d'enfants, c'est multiplier les bras et donc les sources de revenus, prendre des garanties contre les risques liés à la maladie, à la guerre, aux catastrophes naturelles, et peut-être aussi accroître une donnée rarement prise en compte, le «bonheur national brut» de couples qui aiment se savoir fertiles et apprécient le fait d'être entourés...

Si la progression démographique se poursuit, de nouveaux conflits sont à craindre, à l'aune de la mondialisation. En effet, on assiste à un choc frontal entre la conception traditionnelle de la propriété de la terre, largement partagée en Afrique, qui considère que la «terre des ancêtres» peut être «prêtée», cédée sous forme de concession, mais jamais aliénée, et la vision «moderne» ou libérale, suivant laquelle la terre ne serait qu'un bien comme un autre, susceptible d'être vendu, acheté, exploité par ceux qui en ont les moyens...

Depuis toujours, les Africains ont eu le sentiment, même diffus, que de larges espaces de terre leur étaient accessibles, même s'ils n'en faisaient pas usage. Or cette conception est actuellement battue en brèche, non seulement par le «zonage» de vastes espaces dévolus à l'exploitation minière, forestière ou agricole, mais surtout par la «faim de terre» qui hante de nombreux pays plus riches. C'est ainsi que la Corée du Sud, l'Afrique du Sud elle-même, de grandes multinationales anglo-saxonnes et, nouvelle venue mais non la moindre, la Chine, tentent d'acquérir des terres en Afrique. Pour les exploiter, y constituer des réserves agricoles, mais aussi pour y faire croître des agrocarburants. C'est ainsi que dans le Bas-Congo, d'anciennes plantations de palmiers à huile sont sur le point d'être relancées... A priori, cette compétition nouvelle pour les terres des deux Congo, du Soudan, du Zimbabwe, de Madagascar, de Tanzanie, peut apparaître comme bénéfique. Mais en réalité, elle risque d'entraîner de nouvelles guerres et de nouveaux paradoxes où l'on verra les grandes villes africaines obligées de se nourrir avec des produits importés (parfois de moindre qualité) alors que de vastes superficies, dans les campagnes, seront vouées à la production agricole sur un mode industriel, au bénéfice des pays riches... ■

Les inégalités entre filles et garçons restent patentes, surtout dans l'accès à l'éducation.

LES FEMMES NOUS PRÉSERVERONT-ELLES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE?

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Exposées au premier rang aux conséquences des modifications du climat, les femmes pourraient être des acteurs majeurs d'une atténuation de cette menace, notamment en modulant la croissance de la population. D'après Edwin Zaccai, le contrôle des naissances ne peut être un moyen unilatéral de lutte contre le réchauffement.

L'impact de la croissance démographique sur la dégradation du climat, longtemps considéré comme tabou, est désormais ouvertement évoqué dans les enceintes internationales. Délicate à manier, la question est ainsi posée pour la première fois par un rapport publié en novembre par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), qui conclut notamment que «freiner la croissance démographique contribuerait à réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'avenir».

naturelles soudaines liées au climat. La sécheresse et des précipitations devenues irrégulières obligent les femmes à travailler plus durement pour assurer à leur foyer nourriture, eau et énergie. Les filles quittent l'école pour aider leur mère dans ces tâches. Selon le rapport du FNUAP, ce cycle de privation, de pauvreté et d'inégalité détruit le capital social nécessaire pour faire face efficacement aux changements climatiques.

En mai 2009, une série de recherches publiées dans la revue médicale *The Lancet* a qualifié les changements climatiques de «plus grave menace à la santé du monde au XXI^e siècle». L'incidence des maladies à vecteurs, par exemple, augmentera. La hausse des températures entraînera vraisemblablement un stress calorique, augmentant ainsi les taux de mortalité à court terme. D'autre part, le changement du régime des précipitations et la hausse des températures au cours des prochaines décennies rendront probablement l'approvisionnement en eau salubre et des services d'assainissement adéquats «plus difficiles que ce n'est le cas aujourd'hui». Mais *The Lancet* note aussi que les changements climatiques se combineront avec la croissance démographique pour «infliger une surcharge additionnelle à des systèmes de santé déjà faibles» et aggraveront la vulnérabilité aux effets négatifs des changements climatiques. L'Organisation mondiale de la santé évalue à 150 000 environ le nombre de décès du fait de fortes vagues de chaleur, de tempêtes ou de phénomènes similaires, dont les changements climatiques survenus depuis les années 70 ont été la cause.

© AFP

Les experts, sur la base d'une analyse approfondie de l'impact du réchauffement qui intègre pour la première fois la question du genre, montrent que les effets du changement climatique sur les individus seront ressentis de manière inégale. Les plus démunis, notamment les femmes, qui constituent la majorité des pauvres du monde, seront parmi les plus affectés. Les femmes comptent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, en partie parce qu'en de nombreux pays elles représentent la plus grande part de la main-d'œuvre agricole, en partie parce qu'elles ont généralement un moindre accès aux possibilités de gagner un revenu. Les femmes gèrent les foyers et prennent soin des membres de la famille, ce qui limite souvent leur mobilité et les rend plus fragiles face à des catastrophes

Les inégalités du genre, une fois encore

Pourtant, dans de très nombreuses régions du globe, les inégalités de genre continuent de restreindre l'égal accès aux femmes à la prise de décision, aux systèmes financiers formels, à la propriété foncière, à la santé reproductive, à l'éducation et à l'information, compromettant leur bien-être ainsi que celui de leur famille et de leur communauté.

Or, elles pourraient être une partie de la solution: selon un groupe d'experts des changements climatiques et de la population réuni à Londres en juin 2009¹, l'amélioration de l'accès à la santé sexuelle et repro-

ductive, y compris la planification familiale volontaire, est essentielle au bien-être des individus et accélère la stabilisation du chiffre de la population. Si le scénario à faible croissance démographique de la Division de la population (ONU) —soit environ 8 milliards de personnes en l'année 2050— se concrétise, il pourrait en résulter un à deux milliards de tonnes d'émissions de carbone en moins que dans le cas du scénario de croissance démographique moyenne — soit un peu plus de 9 milliards de personnes. Selon d'autres recherches, cette réduction est comparable aux économies d'émissions qui seraient faites en 2050 grâce à l'application de techniques connues d'efficacité énergétique dans toutes les nouvelles constructions au niveau mondial ou en édifant 2 millions de turbines éoliennes d'un mégawatt qui remplaceront les centrales au charbon actuellement en service. La prévision basse (à faible variation) suppose des taux de fécondité plus faibles qui pourraient résulter d'un accès accru aux services de santé reproductive, y compris la planification familiale, et d'autres mesures visant à offrir aux femmes et aux filles plus de perspectives et de libertés.

«La recherche démographique a démontré depuis des décennies que chaque fois que les femmes et leurs partenaires peuvent mettre à profit des services de planification familiale centrés sur le client, le taux de fécondité tombe. Surtout quand ils se combinent avec l'offre d'une éducation aux filles et de perspectives économiques aux femmes, les services et produits de planification familiale réussissent tout particulièrement à retarder l'âge de la première grossesse et à diminuer le nombre d'enfants par famille», expliquent les experts du FNUAP. À mesure que les gouvernements ouvraient un nombre croissant de services de santé qui permettent aux femmes et à leurs partenaires de planifier leur famille, le taux de prévalence des contraceptifs a augmenté dans les pays en développement aussi bien que dans les pays développés et le nombre d'enfants par famille a diminué de 50 %. Aujourd'hui, le taux total de fécondité au niveau mondial est de 2,5 enfants — pas tellement au-dessus du taux de remplacement (2,1 enfants), qui s'établirait dans le monde entier si la mortalité des nourrissons et des jeunes enfants n'était pas si élevée.

Certains experts regrettent que le débat ait été délibérément écarté par les natalistes, pour qui une démographie florissante constitue un atout, et une grande famille, un filet de protection pour la vieillesse. Mais les politiques démographiques restent aussi marquées par l'héritage de Thomas Malthus, dont les travaux au XVIII^e siècle tissent un lien entre surpopulation, faim et maladie, furent démentis par la mécanisation de l'agriculture...

Plus récemment, les cas de stérilisation forcée en Inde dans les années 70, ou les controverses sur l'enfant unique en Chine et le déséquilibre qu'elles entraînent au détriment des petites filles², ont fait du contrôle de la démographie une zone quasi fermée au débat. ■

UN ENTRETIEN AVEC EDWIN ZACCAÏ

«DIMINUER LA POPULATION N'EST PAS LA SOLUTION MIRACLE»

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC SOUMOIS

Le professeur Edwin Zaccai est directeur du centre d'étude du développement durable de l'Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire de l'ULB.

Plausible, la réduction de 2 milliards de tonnes de carbone si l'on déploie des moyens qui aboutissent à la réduction de 9 à 8 milliards d'humains en 2050?

Edwin Zaccai: Les prévisions démographiques du passé se sont souvent révélées erronées. Ces dernières décennies ont vu des réductions notables, à la baisse, des taux de croissance très élevés annoncés dans les années 60-70. La transition démographique a l'air d'avancer plus vite que prévu initialement. Ceci dit, je ne crois pas que la conclusion du rapport du FNUAP soit à lire comme vous le résumez dans votre question. Il insiste légitimement et traditionnellement dans le sens de la protection des femmes, ici en particulier contre les effets des changements climatiques. L'un des aspects induits peut être effectivement un effet positif pour le climat, mais ce n'est pas son objectif premier.

Mais la réduction des naissances est quand même un tabou depuis le néomalthusianisme et le club de Rome? Celui-ci, déjà en 1972, préconisait de ne plus dépasser deux enfants par couple...

J'ai davantage l'impression que pour le sommet de Copenhague, toutes les grandes agences «repeignent» leurs analyses traditionnelles pour tenir compte de la problématique du climat. Comme la Banque mondiale, il y a quelques semaines pour son rapport annuel. C'est un repositionnement, comme, après 2001, toutes avaient parlé de sécurité. Mais cela n'induit pas nécessairement un changement de politique de fond pour la FNUAP, qui est d'augmenter la capacité d'autodétermination sur le plan de la santé reproductive. À côté de cela, il y a le débat, assez ancien, de l'environnement et de la population, un néomalthusianisme toujours assez vivace aux États-Unis. Des écologistes y prônent non seulement la réduction de la population dans le monde, mais aussi celle, par exemple, du nombre d'immigrants mexicains, au nom du surcroît de consommation que ceux-ci induiront, par le seul fait de se trouver aux États-Unis. ➤

Edwin Zaccai.

1 Pour une liste complète des conclusions de cette rencontre, visitez le site de l'UNFPA à www.unfpa.org/public/News/events/ccpd

2 Voir l'article de Gilles Pison en pages 7-9.

RUSSIE: À LA MORT, À LA VIE

JEAN-MARIE CHAUVIER

Est-ce la consommation ou la population qui pose problème?

Un graphique (voir ci-dessous) du rapport montre clairement les différences d'enjeux: hautes émissions de carbone individuelles, ou population élevée selon différents continents. Certes, il faut réduire l'impact, mais on peut y parvenir par les modes et la quantité de consommation plus que par la population. Il semble nettement plus humain de travailler sur la consommation et les moyens de production.

Pourquoi?

Parce que réduire la population reste quelque chose qui est envisageable sur plusieurs décennies, petit à petit. Mais une réduction rapide, cela signifie aussi que l'on pourrait entériner comme «naturel» l'impact de la pauvreté, de la faim ou des maladies endémiques, en idéologie sous-jacente. Il est par ailleurs indéniable qu'à certains endroits, la population a augmenté trop vite, en entraînant ou augmentant une pauvreté ingérable. La population peut être en partie un problème environnemental, car elle peut causer des pressions sur les ressources naturelles (cultures, déboisement...). Mais le concept de «surpopulation» est inadéquat au niveau mondial. Bien entendu, s'il y avait moins de monde sur terre, il y aurait moins d'émissions de gaz à effet de serre, mais il ne faut pas utiliser la santé reproductive, qui est un objectif tout à fait légitime, comme arme majeure de réduction du réchauffement. Si cela arrive en bonus, tant mieux, mais ce ne peut être la solution première.

À Malthus, qui prédisait l'étouffement du monde en cas de croissance démographique, on a reproché de

n'avoir pas prédit la mécanisation de l'agriculture. Est-il possible que notre futur nous réserve ce type de «saut technologique» qui permette à beaucoup plus d'humains de vivre en n'épuisant plus la planète?

Il est difficile de savoir quel est le maximum de personnes qui puissent vivre sur la Terre, car il faut avant tout savoir comment ils vivront. Pour l'alimentation, la consommation élevée de viande carnée pour tous les humains du monde, est irréaliste. Quant à l'énergie, il est impossible de généraliser les niveaux d'énergie actuellement consommés par les sociétés occidentales. Même avec des techniques renouvelables. Ce niveau-là de consommation ne peut pas être étendu à la planète dans les décennies à venir. Ce constat induit une nécessaire révision forte des modes de consommation chez nous. Sauf si, éventuellement, une minorité se réserve l'accès à ces ressources.

Y a-t-il une place pour une néocroissance équitable?

Il faut clairement et rapidement faire décroître les flux d'impact sur l'environnement, car les dernières données sont plus pessimistes à ce sujet que par le passé. Ceci avec des changements économiques et sociaux qui peuvent être très diversifiés.

Doit-on alors choisir entre cet investissement et ceux proposés par le FNUAP?

Pas nécessairement. Ainsi l'instruction est positive pour la limitation des naissances et aussi pour mieux respecter l'environnement. Mais il ne faut pas être angélique, il y a aussi des rapports inverses. Les gens moins pauvres veulent consommer davantage, c'est aussi logique. ■

«La Russie se meurt». Banale et triste ritournelle. De 1992 —l'année initiale de sa diminution absolue—, la population est tombée de 148,7 millions¹ à 141,9 début 2009². L'espérance de vie moyenne à la naissance, qui était de 68 ans en 1970 et stagna par la suite, avait atteint près de 70 ans en 1986-1989. Elle est tombée à 64 ans en 1994, pour remonter à 65,7 en 2008, soit 59 ans (hommes) et 72,7 ans (femmes)³.

Au milieu des années soixante, l'indice soviétique de longévité était proche de l'Europe occidentale. Cinquante ans plus tard, le niveau russe est en dessous de l'Inde et de l'Afrique du Nord, analogue à celui de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Comment interpréter cette chute dans un pays qui affiche par ailleurs les niveaux d'alphabétisation et de formation parmi les plus élevés de la planète?

La formule de la crise démographique consiste en une baisse de la natalité combinée à la hausse de la mortalité. La première est imputée à la mal vie, au manque de crèches, à la santé déficiente de la nouvelle génération — les jeunes filles en âge de procréer (18 ans) seraient à 50% atteintes de troubles physiques et psychiques. Mais d'aucuns y voient surtout la «transition démographique», accentuée par la modernisation postsoviétique. L'individualisme et la quête des plaisirs charnels repoussent l'âge du mariage et de la procréation. Fécondité et nuptialité se rapprochent des standards européens. Un tiers des enfants naissent hors mariage. Une sorte de révolution culturelle et sexuelle serait en cours⁴. Matière controversée...

La hausse de la mortalité, elle, fait l'unanimité quant au diagnostic des causes. Aux facteurs déjà anciens de dégradation sanitaire —maladies cardiovasculaires et accidents en tous genres, pandémie alcoolique et tabagisme— s'ajoutent, après 1991, une envolée d'homicides et de suicides, d'assassinats mafieux, la mortalité élevée sur les routes (expansion du trafic automobile!) et dans les accidents industriels (usure technique générale), des épidémies de diphtérie et surtout de tuberculose dans les prisons surpeuplées, la propagation du sida. Le désastre est imputé à l'effondrement du niveau de vie et des services de santé, au stress du «capitalisme de choc» et de la dislocation de l'URSS, à l'explosion des inégalités. Les rapports sociaux se sont «brutalisés». À la faveur aussi des guerres en Tchétchénie.

Par ailleurs, les méthodes d'enregistrement des populations sont mises en question par des spécialistes étrangers⁵. Certains auteurs signalent la présence (supposée) de «dix à vingt millions d'étrangers» ou de «neuf à treize millions de migrants», dont de nombreux irréguliers. La Russie serait

donc plus peuplée qu'on ne le dit, on viendrait y enfanter et y mourir sans laisser de trace statistique. Les frontières entre pays ex-soviétiques restent «poreuses», les migrations mal contrôlées.

Il est difficile d'évaluer les effets du redressement économique des années 1999-2008. La mortalité infantile a baissé de moitié, de 16,4 en 1998 à 8,4 pour mille en 2008⁶. La natalité remonte: de 2,8‰ pour janvier-octobre 2009⁷. C'est la première fois depuis 25 ans!

Pour avoir une représentation plus fine de l'état des lieux, il faudrait «ventiler» les moyennes statistiques par groupes sociaux, régions, voir en quoi les comportements seraient ou non différents dans les régions musulmanes (20% de la population).

Enfin, les comparaisons entre la Russie et le reste de l'ex-URSS seraient instructives. Les populations slaves ont diminué, celles des anciennes républiques musulmanes augmentent. Seraient-elles mieux loties? Au contraire. La Russie est l'ex-république d'URSS où les conditions de vie se sont le moins dégradées⁸. Or, c'est chez elle que la crise démographique est la plus aiguë. Il y a donc bien une «singularité russe» de cette crise, qui n'est pas d'ordre matériel.

Quels sont les remèdes envisagés? Les uns sont d'ordre nataliste⁹ ou pourraient obéir à un projet de «modernisation» globale, selon le fameux discours du 10 septembre 2009 du président Dimitri Medvedev¹⁰.

Les autres mesures consistent à miser sur l'immigration —déjà massivement présente— Caucasiens, Centre-Asiatiques, Chinois. Dont une main-d'œuvre clandestine surexploitée qu'apprécient leurs employeurs. Le gouvernement, redoutant un chaos explosif, voudrait en réduire le nombre de 11 millions (supposés) à 6 millions. La majorité de la population semble rien moins que disposée à les accueillir aimablement. ■

Russie: dégradation sanitaire et espérance de vie en chute libre.

“LE DÉSASTRE EST IMPUTÉ À L'EFFONDREMENT DU NIVEAU DE VIE ET DES SERVICES DE SANTÉ, AU STRESS DU “CAPITALISME DE CHOC” ET DE LA DISLOCATION DE L'URSS, À L'EXPLOSION DES INÉGALITÉS.”

1 Annuaire démographique russe 1993. Goskomstat, Moscou 1994.

2 Rosstat, cité par RIA-Novosti, 19 février 2009.

3 Cf. <http://www.usherbrooke.ca/>

4 Cf. le démographe Anatoli Vichnievski, Argumenty Nedeli, 19 mars 2009.

5 Alain Blum, Catherine Gousseff, *Courrier des Pays de l'Est*, n°5, 2003.

6 <http://www.ined.fr>

7 Selon la ministre de la santé, Tatiana Golikova: <http://tr.ran.ru/russia/20091209/185645187.html>

8 À l'exception des pays baltes, intégrés à l'Union européenne, et du Belarus, moins atteint que d'autres par la «grande dépression» et les inégalités.

9 10 000 dollars pour le 2^e enfant.

10 http://www.gazeta.ru/comments/2009/09/10_a_3258568.shtml

«ON RACONTE QUE LA TERRE ACCABLÉE PAR LE POIDS DES HUMAINS TROP NOMBREUX...»

SELON WELZER, LE XXI^e SIÈCLE SERA VIOLENT OU NE SERA PAS

MICHEL GRODENT

«On raconte que la terre, accablée par le poids des humains trop nombreux (et comme ces derniers ne faisaient preuve d'aucune piété), demanda à Zeus de la soulager de son fardeau. Et Zeus, pour commencer, de faire éclater la guerre thébaine, qui causa un très grand nombre de morts: ensuite, il envisagea, puisqu'il en avait le pouvoir, de détruire l'humanité tout entière en la foudroyant ou en causant des inondations. Mais Mômôs l'en empêcha et lui suggéra de marier Thétis à un mortel et d'engendrer une fille splendide. C'est par ces deux procédés qu'entre Grecs et Barbares fut déclenchée la guerre: à partir de ce moment, la terre fut soulagée, en raison du grand nombre de victimes. Cette histoire vient de Stasinos qui a composé les Chants cypriens».

Les obsessions de fin du monde se succèdent au fil des siècles, mais elles s'inscrivent chaque fois dans des contextes religieux différents. Le texte cité est un commentaire à l'Illiade. Il fait allusion aux Chants cypriens, composés au VII^e siècle avant notre ère¹. À l'époque déjà, les humains ont des soucis démographiques. Mais le monde où ils vivent ne saurait être à leurs yeux qu'un univers magique, manipulé par les dieux, ce qui est à la fois rassurant (on peut mettre un nom sur le fauteur de catastrophes) et angoissant (on est toujours, sans le savoir, en passe de fâcher une divinité). D'un point de vue symbolique, il est à noter que nos ancêtres ont parfaitement conscience de la part d'incertitude qui règne au sein d'une nature capricieuse et du peu de chose que représente leur vie: Mômôs qui conseille au roi des dieux, maître de la foudre, de faire naître Hélène et de provoquer ainsi la guerre de Troie est la personnification du sarcasme, fille de la Nuit et sœur des Hespérides.

Sur ces ancêtres tantôt lucides, tantôt superstitieux, notre seul avantage, c'est de savoir que les guerres et les bouleversements démographiques qu'elles entraînent n'ont pas pour cause une manipulation divine, mais résultent ou vont résulter désormais de nos propres actions sur le climat. Pour le reste, l'angoisse est intacte: nous continuons à naviguer à vue, nous avançons dans le noir, nous interprétons des signes qui nous paraissent avant-coureurs, nous faisons de la prospective en tentant de mettre tous les moyens scientifiques de notre côté.

La violence est promise à un grand avenir

Qu'est-ce qui est sûr dans ce nouveau contexte désespérant? S'il faut en croire Harald Welzer, spécialiste allemand de psychologie sociale dont le précédent ouvrage, *Les Exécuteurs*, se signalait par son caractère inquiétant², «la violence est promise à un grand avenir». L'histoire récente montre en effet ce qui pourrait avoir lieu dans les prochaines années en matière de conflits, de terrorisme et de migrations, le tout sur fond de crise des valeurs humanistes. «Le réchauffement climatique aggrave les inégalités globales entre conditions de vie et de survie, parce qu'il frappe les sociétés de façons très diverses»: les démographes chargés d'analyser les variations entre les populations doivent d'ores et déjà intégrer ce genre de constat et les conséquences, très pessimistes, qui peuvent en être tirées. Son nouveau livre, *Les Guerres du climat*³, Harald Welzer confesse l'avoir écrit «dans l'espoir de se tromper»: broyeurs de noir, abstenez-vous de l'acquiescer!

L'Apocalypse au XXI^e siècle se formule ainsi en termes que ne désavouerait pas Jean-Pierre Dupuy, théoricien du catastrophisme éclairé, cet art de cultiver en soi la peur, mais «à froid» en quelque sorte, de manière lucide et rationnelle, cette méthode intellectuelle qui consiste à poser un diagnostic alarmiste pour se donner les moyens d'agir. Apocalypse, rappelons-le, signifie étymologiquement «révélation». C'est un concept dangereux qui, non maîtrisé, peut engendrer la confusion et la panique, une lecture paranoïaque et manichéenne du monde d'où procèdent les guerres civiles, les génocides et les crises de terrorisme, la violence dirigée contre un bouc émissaire n'étant jamais qu'un moyen de clarifier, d'éliminer les différences ressenties comme perturbantes sur le plan psychologique. La modernité dont nous sommes si fiers n'a jamais été à l'abri de telles dérives: son histoire, faite de déplacements de populations et de purifications ethniques, prouve au contraire qu'elle en est indissociable. Et c'est du sein même de nos sociétés riches que surgissent parfois les bombes humaines, les enfants d'immigrés, ceux de la seconde génération qui éprouvent à tort ou à raison un «sentiment d'exclusion».

En Occident, apprendre à nous connaître nous-mêmes passe par un inventaire des réactions qui pourraient être les nôtres face au flot des réfugiés qui se massent à nos frontières. L'instinct de protection ou de conservation devrait jouer là comme il a joué sous d'autres latitudes. En théorie, nos outils conceptuels, nos habitus démocratiques et notre foi dans les droits de l'Homme devraient nous immuniser contre la tentation de la violence préventive, mais il faut compter avec

un autre fait bien attesté par l'histoire et que relève Harald Welzer: la capacité à s'adapter à la logique du pire et, dans le cas présent, à interioriser les nouvelles conditions climatiques pour s'en faire une carapace de dureté (après tout, ce serait «eux» ou «nous»). Déjà, nous reculons nos frontières en déléguant à d'autres le soin de contrôler les candidats migrants. Nous pourrions tout aussi bien échanger le droit à la liberté contre le droit à la sécurité et accueillir avec faveur l'instauration chez nous de démocraties musclées.

Chez les perdants absolus de la dégradation climatique (on songe particulièrement aux Africains), le scénario catastrophe demeurerait pour longtemps ce qu'il est pour l'instant: la violence qui règne en permanence au Darfour a pour origine la désertification combinée au boom démographique. Trop de gens dans un espace réduit dont la fertilité ne cesse de diminuer: c'est la voie ouverte aux seigneurs de la guerre qui, opérant en dehors de tout contrôle étatique, se ravitaillent en armes auprès de trafiquants internationaux dont l'intérêt réside évidemment dans la poursuite des affrontements. Harald Welzer décrit parfaitement le cercle vicieux en vertu duquel les violents déchainent la violence dans l'espoir de voir déferler sur les pays qu'ils saccagent les convois humanitaires dont ils seront les premiers à profiter!

Rien n'est écrit

Au total, le changement climatique se présente comme un phénomène à la logique perverse dont la nouveauté et l'énormité se révèlent à la limite impensables. La faillite du sens entraîne la renaissance d'un fatalisme qui n'est pas sans précédent. L'un des points forts de Welzer, c'est d'insister sur l'inertie, la lenteur, le refus de voir, le refoulement qui sont la monnaie courante des populations confrontées à toutes sortes de bouleversements. «La catastrophe sociale de l'île de Pâques, écrit-il, ne commence pas lorsque le dernier

arbre est abattu, pas plus que l'holocauste ne commence avec l'installation de la première chambre à gaz à Auschwitz. Les catastrophes sociales commencent là où l'on s'engage dans des directions décisionnelles qui sont fausses: donc au moment où, sur l'île de Pâques, des règles de statut et de distinction exigent la consommation de bois pour produire des sculptures, ou au moment où, en Allemagne, des hypothèses scientifiques sur l'inégalité des hommes sont élevées au rang de lois et de décrets».

À la longue, certaines cultures sont clairement mortifères. Les spécialistes de la géographie humaine le savent parfaitement, eux qui ont mis l'accent sur le poids des traditions agricoles. Dans plusieurs de ses ouvrages, Pierre Gourou a constaté «l'effet saisissant des techniques acquises sur le comportement des hommes»⁴. Il est difficile de changer de vieilles habitudes, encore moins de vieux «habitus», qui sont des habitudes si bien engrangées que nous ne voulons pas en démordre sous peine de nous renier nous-mêmes.

Certains tenteront de s'accommoder de l'avenir bien sombre que nous promet Welzer. Ils se feront peut-être à l'idée qu'il est déjà trop tard. Mais d'autres, plus optimistes, prendront appui sur les conclusions des historiens du climat que leurs recherches ont sensibilisé au fait que rien jamais n'est écrit. Avec Pascal Ascot, pour prendre un exemple relativement récent⁵, ils mesureront «toute la complexité des relations entre le vivant et le climat». Et d'une «relation souvent contradictoire», ils se garderont «de la tentation d'en dégager des lois». Mais c'est le même historien qui, rejoignant Welzer sur ce point, nous lance un avertissement solennel: «La situation est d'autant plus sérieuse que, dans le cas où les bonnes décisions seraient prises et appliquées (ce qui est loin d'être le cas), les formidables inerties écologiques à l'échelle planétaire empêcheraient que les premiers résultats se fassent sentir avant très longtemps».

⁴ Voir notamment *Riz et civilisation*, Fayard, 1984.

⁵ *Histoire du climat*, Perrin, 2003.

¹ La citation est extraite de *La Fin du monde. Enquête sur l'origine du mythe*, par Christine Dumas-Reun-goat, Les Belles Lettres, coll. Vérité des mythes, 2001, p. 63-64.

² Cf. *Espace de Libertés*, janvier 2008, p. 24-25.

³ *Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Gallimard, Essais, 384 p., 24,50 euros.

UN ENTRETIEN AVEC JEAN-YVES CAMUS

La mutation des extrêmes droites

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL MARTIN

NE DITES PLUS «SALE FASCISTE», MAIS «ISLAMOPHOBE». LA NATURE DES EXTRÊMES DROITES EUROPÉENNES CHANGE. ELLES N'EN SONT QUE PLUS DANGEREUSES POUR LA SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE.

Jean-Yves Camus est politologue, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) sis à Paris*. Il décrit la grande mutation des extrêmes droites. En une décennie, l'Europe est devenue un terreau fécond du populisme.

La victoire de l'Union démocratique du centre (UDC) lors du référendum sur la construction de nouveaux minarets en Suisse, la montée en puissance du Parti de la Liberté (PVV) de Geert Wilders aux Pays-Bas, etc. montrent qu'une certaine frange de l'extrême droite est en grande forme en Europe occidentale. Pourquoi?

Jean-Yves Camus: Il faut d'abord faire une distinction. Aujourd'hui, il y a d'un côté, une frange nostalgique et passéiste de l'extrême droite qui n'existe plus que sous forme de groupuscules et n'a pas de prise sur la réalité sociale et électorale, à de très rares exceptions près. De l'autre côté, il existe une extrême droite qui perce électoralement et influence le débat politique. Cette dernière est principalement composée de partis de droite populistes, xénophobes, qui se sont radicalisés au fil du temps et qui prennent soin de se démarquer d'une extrême droite traditionnelle avec laquelle ils n'ont pas de liens historiques ou personnels. Cette distinction est importante car on avait appris à considérer qu'il y a une sorte de filiation fasciste ou national-socialiste dans l'extrême droite. Ce fut un grand travers du combat antifasciste des décennies précédentes de systématiquement analyser toute résurgence de l'extrême droite comme étant une résurgence du fascisme. Le combat antifasciste regardait plutôt les invariants que les changements. L'UDC, le PVV, la Liste De Decker ou la Ligue du Nord... ces mouvements sont des droites populistes radicalisées. Ils ont

leurs racines dans les scissions droitières de partis appartenant au *mainstream* politique, ou dans la radicalisation d'un parti *mainstream* existant. Geert Wilders vient du Parti libéral VVD. Philippe de Villiers (Mouvement pour la France) a été ministre d'un gouverne-

sont dévoyées, ne seraient plus en prise avec les aspirations du peuple, seraient enfermées dans leur bulle. Elles sont aussi critiquées car «cosmopolites»: en plus d'être déconnectées du peuple, elles auraient perdu tout lien avec les réalités nationales.

L'immigration, source de tous les dysfonctionnements du système économique et social, selon les populistes.
Photo de Valérie Adams. Exposition «Sous le silence de Ramsgate». Maison de l'Amérique latine, rue du Collège 27, 1050 Bruxelles - Tél. 02 535 93 80.

ment de droite sous l'étiquette du Parti Républicain. L'UDC est un parti de gouvernement depuis cinquante ans. La Ligue du Nord est composée de gens qui ne viennent pas de la matrice néofasciste. Il faut prendre tout en compte car cela nous indique aussi qu'un certain nombre d'idées défendues par l'extrémisme de droite sont passées de la marge au cœur du spectre politique. Ces partis se sont «notabilisés», exprimant des idées autour desquelles s'ordonne une partie du débat politique.

Quelle est la nature de ces idées?

La première est le populisme, l'idée selon laquelle les élites traditionnelles

Le populisme, ce n'est pas vouloir donner la parole et la décision au peuple, ce qui est légitime; c'est opposer la démocratie représentative, censément dévoyée, à la démocratie directe dans laquelle le peuple aurait toujours raison sur tout et cela, ce serait la dictature des passions. La seconde idée est la xénophobie. En temps de crise économique, l'immigré devient le bouc émissaire. Ce point idéologique, qui fait de l'immigration la source de tous les dysfonctionnements du système économique et social, n'est pas neuf. Mais ce qui est nouveau, c'est d'une part le passage au différencialisme culturel, soit la remise en cause intrinsèque de la société multicultu-

relle, comme étant un modèle intrinsèquement conflictuel et non viable. Et d'autre part, la focalisation dans cette critique sur la question de l'immigration musulmane et de l'islam. Les mouvements français d'extrême droite dans les années 60 à 80 utilisaient un racisme assez primaire, de nature hiérarchisant. Les musulmans, les Arabes n'étaient pas attaqués en raison de leur religion, mais de défauts «repérés» pendant l'époque coloniale. Aujourd'hui, on est passé à une essentialisation des immigrants du monde arabo-musulman autour de leur religion. Le danger qu'ils feraient peser sur la société d'accueil s'explique pour cette extrême droite par le caractère belliqueux, dominateur de leur religion.

À quel moment la césure s'est-elle produite entre l'extrême droite classique, arborant des fondamentaux fascistes, et l'extrême droite populiste, «notabilisée»?

La période est assez récente. Les années 2000 marquent la césure. Il y a d'abord un effet de génération. Les réminiscences des mouvements d'extrême droite d'avant la Seconde Guerre mondiale s'éteignent au fur et à mesure de la disparition biologique de ceux qui avaient été formés dans ce climat. On assiste également à une évolution empirique. Un certain nombre de militants se sont aperçus que l'extrême droite traditionnelle est soumise à des limites: le cordon sanitaire, les scandales reposant sur le passé et/ou les agissements de tel ou tel qui discréditent ce genre de mouvements (cf. les Fronts nationaux belges). Ceux qui veulent arriver au pouvoir se disent dès lors qu'il faut réviser les fondamentaux. Il y a enfin le rapport de force entre l'extrême droite et la droite *mainstream*. La droite libérale ou conservatrice peut à la rigueur accepter de former des coalitions avec des partis d'extrême droite populistes ou xénophobes, mais toute formation qui s'écarte de la respectabilité politique se voit automatiquement discréditée. C'est ce qui est arrivé au Front national français. Faire 15% des voix est une chose. Mais être dirigé par quelqu'un qui déclare que les chambres à gaz sont un point de détail de l'histoire

de la Seconde Guerre mondiale met fatalement le mouvement au ban de la classe politique, et aussi d'une immense majorité de l'opinion.

En France, on assiste à un débat sur l'identité nationale à haut risque politique et identitaire. Quelque part, n'est-ce pas le prix à payer lorsque, comme le président Nicolas Sarkozy, on récupère certaines idées de l'extrême droite pour gagner une campagne électorale?

Je pense qu'il fallait en passer par une étape où un homme politique de droite décomplexerait la droite et redonnerait du sens au clivage droite-gauche. Cela passait inévitablement par le fait de cesser de laisser au Front national le monopole de l'expression sur les questions de l'identité et de l'immigration. On peut le faire de façon républicaine. Ici, ce qui me choque, c'est à la fois la façon dont la question est posée et les modalités de la discussion. Que Nicolas Sarkozy ait ramené en 2007 l'immense majorité des électeurs de Jean-Marie Le Pen dans le giron de la droite républicaine, je m'en réjouis. Deux choses sont cependant gênantes. L'immense majorité des Français est d'abord préoccupée par une seule chose: la situation économique et sociale. Dans ces conditions, la remise en avant du thème de l'identité nationale apparaît comme une tactique préélectorale en vue des Régionales de mars, mais aussi comme quelque chose d'un peu artificiel. Car, lorsqu'on regarde la situation de la France d'aujourd'hui, on peut se demander s'il y a véritablement un problème d'identité nationale. La France n'a pas, à la petite exception du terrorisme corse, de mouvements sécessionnistes ou séparatistes, et encore moins de mouvements séparatistes terroristes, comme en Espagne (ETA basque) ou en Grande-Bretagne (IRA nord-irlandais). La France ne compte pas davantage de partis politiques qui prônent la sécession d'une partie du territoire comme en Italie (Ligue du Nord) ou en Belgique (Vlaams Belang). Elle n'a pas davantage de contentieux frontaliers avec nos voisins ou de problèmes linguistiques. La nation française est déterminée

dans son espace, dans les valeurs qui la fondent, et la plupart de ceux qui la rejoignent les acceptent et grandissent dans une longue tradition qui est extrêmement positive à cet égard. On ne comprend donc pas très bien pourquoi subitement douter de la capacité du système français à intégrer les nouveaux arrivants. Tout cela me paraît artificiel et reposer sur un non-dit considérable. Celui qui consiste à douter de la capacité d'intégration de l'immigration musulmane. Pourquoi ne pas le dire ouvertement?

Cette nouvelle extrême droite, comment la contrôler, comment vivre avec elle? Y a-t-il une recette imparable pour maintenir la pression des populistes sous le couvercle?

Il n'y a pas de panacée. La recette du cordon sanitaire est utile en France comme en Flandre car elle permet d'avoir l'extrême droite à l'usage. Avec le cordon sanitaire, l'extrême droite est isolée et les électeurs comprennent que leur vote est un vote perdu. Mais le corollaire de cela est que ceux qui appartiennent au *mainstream* politique récupèrent une partie des idées des mouvements qui sont enserrés dans le cordon sanitaire pour regagner leurs électeurs. La seconde recette consiste à faire participer l'extrême droite au gouvernement. Mais d'abord ses représentants ne sont pas toujours compétents. En Autriche ensuite, cette expérience n'a été fatale que temporairement puisque, aujourd'hui, le FPÖ remonte dans les urnes. En revanche, en Italie, la Ligue du Nord appuie Berlusconi depuis sa première expérience gouvernementale en 1994, cela malgré des déclarations ouvertement racistes de certains de ses ministres. Elles ne les empêchent pas de rester au gouvernement malgré des tensions. L'implication de l'extrême droite au pouvoir est une arme à double tranchant et singulièrement dangereuse à manier. ■

UN CERTAIN NOMBRE D'IDÉES DÉFENDUES PAR L'EXTRÉMISME DE DROITE SONT PASSÉES DE LA MARGE AU CŒUR DU SPECTRE POLITIQUE.

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC BERTRAND MÉHEUST

Les cataclysmes insensés

COMME TOUT SYSTÈME, LE MARCHÉ IRA AU BOUT DE SES POSSIBILITÉS. SANS PLANÈTE DE RECHANGE...

«Oxymore» ou «oxymoron»: «figure littéraire qui consiste à allier deux mots de sens contradictoires pour leur donner plus de force expressive», dit le Robert. Exemple: une «flamme froide», une «douce violence», etc. Mais cette force expressive décuplée que permet l’oxymore ne sert pas qu’au poète: elle est utile aussi à ceux qui briguent le pouvoir. Les nazis en firent un outil de propagande privilégié. Le nom de leur mouvement, pour mieux dissimuler sa vraie nature, associe déjà les deux courants idéologiques les plus opposées de l’époque: le nationalisme identitaire et l’internationalisme socialiste... Mais loin des vertiges de l’hitlérisme, la rhétorique des «cohérences antagonistes» peut aussi servir l’autorité en place lorsque, le dos au mur, elle doit, pour maintenir l’ordre établi, faire accroire qu’elle a le pouvoir de concilier l’inconciliable. N’est-ce pas ce à quoi l’on assiste face aux urgences écologiques de l’heure? Parler de «développement durable» ou de «charbon propre» n’est-ce pas suggérer —pour que rien, surtout, ne change...— que la sauvegarde du climat viendra de cela même qui l’échauffe? Où nous mènent cette lisse novlangue libérale et le rude formatage des esprits auquel procèdent les grands médias qui la parlent?

Bertrand Méheust, vous avez publié un essai intitulé *La politique de l’oxymore — Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*. En ce qui concerne la question écologique et climatique, votre approche est celle, écrivez-vous, d’un «pessimisme méthodique». Cela veut dire quoi?

Je n’exprime pas à travers ce pessimisme un penchant personnel, je propose une *méthode de réflexion et un prin-*

cipe éthique inspirés de «l’heuristique de la peur» de Hans Jonas. Le problème écologique est sans doute le plus lourd jamais affronté par l’humanité depuis le début des temps historiques. Tous les enjeux ont changé d’échelle. Cette fois, il s’agit de la vie de l’humanité dans la longue durée, peut-être même de sa survie. On ne peut donc plus se contenter de *wishfull thinking*, de sauts dans le vide, de solutions qui épousent comme par hasard nos intérêts et s’ajustent à notre vision du monde et à notre mode de vie. Je me refuse à «positiver» avec Carrefour... On doit au contraire examiner méthodiquement et même en priorité les cas de figure les plus pénibles, dès lors, comme c’est le cas, qu’ils sont solidement étayés par les faits. Par exemple, par l’emballement inquiétant des paramètres climatiques. Je vais même plus loin: le pessimisme méthodique me semble aujourd’hui *une exigence éthique*.

Le concept de saturation

Le marché est-il, selon vous, globalement éco-compatible? Couplé à la technoscience, possède-t-il la capacité de s’adapter aux défis environnementaux, de résoudre les problèmes qu’il a lui-même engendrés?

Ma thèse est qu’il n’est pas éco-compatible, et que, même couplé à la technoscience, il ne peut résoudre tous les problèmes qu’il a engendrés. Je soutiens même que la puissance à court terme des sociétés contemporaines sera la cause principale de leur échec final, car cette puissance leur donnera les moyens de renvoyer les problèmes dans le futur, jusqu’au seuil fatal où tout retour en arrière sera devenu im-

possible. Notre société agit comme une médecine qui serait captive des marchands d’alcool, laquelle développerait une pharmacopée toujours plus puissante pour soigner l’alcoolisme de manière à permettre aux ivrognes de continuer à boire. On me dira que je ne peux *stricto sensu* démontrer ce que j’avance; que je pose là un axiome. Certes. Mais il est évident que ceux qui croient en la «correction technologique infinie» en font autant! C’est une version nouvelle de l’argument du pari.

Dans le cadre de vos réflexions, vous recourez au concept de saturation, une notion que l’on doit au théoricien de la technique, le philosophe Gilbert Simondon (1924 – 1989). Pouvez-vous nous expliquer brièvement de quoi il s’agit?

Simondon, dans les années 60 et 70, avait développé une philosophie de la nature à partir d’un jeu de concepts tirés de la physique et de la biologie contemporaines. Son idée centrale était que tout système va jusqu’au bout de ses possibilités et ne se restructure que lorsqu’il est totalement saturé. Alors, et alors seulement, la réalité fait un bond et invente une structure nouvelle. Simondon avait proposé le concept de saturation pour penser les phénomènes de crise en général: les crises psychiques avec les phénomènes de passage à l’acte, les ruptures épistémologiques, les états prérévolutionnaires, les crises économiques, etc. Mais, à ma connaissance, il n’avait pas songé à la saturation globale de la biosphère, car, à cette époque, la question écologique était encore dans les limbes. Appliqué à la question écologique, le concept de saturation possède à mon sens une grande puissance heuristique, mais aussi une dimension prophétique. Il débouche sur une prédiction terrible: *selon toute probabilité, la société mondialisée dirigée par le Marché ira vers sa saturation sans que rien ne puisse plus inverser la tendance*. Je suis étonné que l’on n’ait pas envisagé depuis longtemps les implications écologiques des idées de Simondon. Cela dit, en proposant ce concept, je n’ai guère fait qu’indiquer une voie de réflexion.

Alors, vous soutenez que le concept de saturation n’entraîne pas les mêmes conséquences lorsqu’il s’applique à des

systèmes clos et isolés, à des systèmes locaux, partiels, que quand il s’applique au système économique mondialisé. Pour quelle raison?

Avant le XX^e siècle, la saturation d’une société restait un phénomène local, les sociétés pouvaient tenter des expériences singulières, fructueuses ou fatales, mais en tout cas relativement autonomes. En mondialisant l’économie, le capitalisme a fait un pas décisif, il a rendu de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, tout changement de direction. Ce qui permet aujourd’hui, à ses partisans, de prétendre qu’il représente «l’ordre naturel des sociétés». En croyant décrire la réalité, on la crée. Aujourd’hui, la mondialisation rend problématiques les expériences locales. Comment développer une expérience dissidente quelque part sans qu’elle ne soit aussitôt abattue ou récupérée? C’était déjà le vieux problème dont on discutait dans ma jeunesse: si le socialisme s’installe dans un seul pays, il va être détruit par les autres. C’est l’histoire de l’hydre qui renaît si on ne coupe pas toutes ses têtes en même temps. Mais seul un héros mythologique pouvait accomplir ce prodige...

Un éternel Treblinka

L’incapacité de notre société à changer de cap est due, selon vous, à la «pression de confort», c’est-à-dire à l’ensemble des dispositifs que nous estimons aujourd’hui tout à fait indispensables pour mener une vie décente, mais qui pèse sur la biosphère au-delà de ce qu’elle peut supporter. À quoi est due cette pression de confort?

Avant l’Occident moderne et contemporain, les sociétés ne mettaient pas les questions matérielles, l’argent et le bien-être, au centre de leurs préoccupations, elles vivaient pour des valeurs d’un ordre plus élevé. L’innovation redoutable du monde capitaliste a été de donner une place centrale à l’accumulation des richesses matérielles, comme l’a vu bien vu Tocqueville dans *La démocratie en Amérique*. La société moderne y a gagné une efficacité redoutable, sans précédents historiques. Mais, ce faisant, elle a signé un pacte avec le diable... Une fois le dispositif mis en place, et passé un certain seuil, tout

retour en arrière devient de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible. En effet, le système façonne le type d’être humain dont il a besoin. En retour, la promotion de ce type humain renforce le système et le processus s’emballe; il ira donc —c’est du moins ce que je crains— jusqu’au bout de sa logique. Jusqu’au bout de la mise en spectacle et de la marchandisation de la vie. Jusqu’au bout du contrôle, de l’abstraction, de la mécanisation, de la surveillance, de l’influence... Nos sociétés ne nous proposent plus de perspectives qui transcenderaient l’horizon limité de l’ego. Elles laissent ces questions à des choix individuels qu’elles prétendent libres, mais qui, en réalité, sont conditionnés par les dispositifs de subjectivation contemporains. C’est la raison pour laquelle nous ne sommes pas prêts d’abandonner nos moyens de confort.

Vous soutenez que compter sur une rupture technologique pour réparer les dégâts des technologies précédentes n’est pas un raisonnement acceptable?

Examinez n’importe quel problème écologique et vous verrez que les solutions purement technologiques engendrent plus de problèmes qu’elles n’en résolvent, car les solutions d’aujourd’hui contiennent déjà en germe les problèmes de demain – mais en plus grand nombre. Cette intuition devrait pouvoir prendre la forme d’une démonstration mathématique. Prenons l’exemple de la disparition programmée des abeilles. Si l’on veut remplacer la pollinisation par la technologie, il faudra la réaliser en milieu artificiel et en se concentrant sur les plantes utiles à l’industrie agroalimentaire. Impossible de faire artificiellement et à la même échelle ce que réalisaient spontanément et gratuitement les essaims d’abeilles! Il en découlera un appauvrissement fatal de la biodiversité, déjà bien entamée. Et je m’en tiens aux conséquences prévisibles, mais il y a aussi toutes celles que l’on n’aura pas vu venir.

Confrontée à des contraintes contradictoires —les limites de la planète, d’une part, la pression de confort, d’autre part— notre société, incapable de les dépasser, tente de les concilier au moins verbalement. D’où, dites-vous, la multiplication des oxymores du genre «développement durable». Cette mul-

tiplication constitue, selon vous, un des faits marquants de la société contemporaine. Peut-on pour autant faire, comme vous le faites, un parallèle avec ce qui s’est passé sous le nazisme?

Le capitalisme contemporain ressemble d’abord au nazisme par l’usage massif et aliénant qu’il fait des oxymores. Les oxymores surgissent dans les sociétés soumises à des tensions irréductibles. Ce fut le cas exemplaire du régime de Vichy, cela va être de plus en plus le cas de notre société. La prolifération actuelle des oxymores traduit cette tentative de résoudre dans l’imaginaire une contradiction qui ne peut plus l’être dans la réalité. D’autre part, on peut —jusqu’à un certain point— comparer les soubassements imaginaires du capitalisme et ceux du nazisme. Certes, Bush n’est pas Hitler. Il reste cependant que le capitalisme est habité par le même prométhéisme que le nazisme; par son fantasme de l’arrachement et de la rupture, par sa fascination pour la puissance technologique. Mais il n’agit pas de la même manière et à la même échelle. Le nazisme visait la rupture absolue, immédiate et brutale, l’appropriation du monde obtenue par la guerre totale, la liquidation pure et simple des peuples désignés comme surnuméraires. Le capitalisme s’y prend d’une manière différée, en absorbant ou en contournant toutes les oppositions. Il ne liquide pas les surnuméraires, sauf sur ses marges, quand ils sont sans défense, comme les Indiens; quand le rapport de force ne lui est pas favorable, il se contente de les considérer comme une réserve de main-d’œuvre, comme une variable d’ajustement. Mais, dès l’origine, entre ces deux familles idéologiques, il y a des points de contact, des «échanges culturels», si l’on peut dire. Par exemple, comme l’a bien montré l’historien américain Patterson dans *Un éternel Treblinka*, le chemin d’Auschwitz passe par les abattoirs de Chicago. Question: le capitalisme a-t-il combattu le nazisme parce qu’il s’opposait à ses valeurs, ou bien parce qu’il exhibait une exacerbation trop voyante de certaines de ses tendances de fond? Aujourd’hui, le nazisme et le communisme sont éliminés. Désormais seul en lice, le capitalisme s’emballe. Et prend des visages de plus en plus inquiétants... ■

* Éditions Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris, 2009, 162 pages. Bertrand Méheust est philosophe, spécialiste de l’histoire de la psychologie.

UN ENTRETIEN AVEC JEAN-CLAUDE CHERMANN

La leçon de vigilance de l’oublié du Nobel

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC SOUMOIS

JEAN-CLAUDE CHERMANN, OUBLIÉ DU NOBEL DE MÉDECINE POUR LA DÉCOUVERTE DU VIRUS DU SIDA, RACONTE COMMENT SES HYPOTHÈSES ONT ÉTÉ NÉGLIGÉES PAR LA RECHERCHE «OFFICIELLE» APRÈS SA MISE À L’ÉCART. LE SYSTÈME D’ÉVALUATION PAR LES PAIRS EST REMIS EN CAUSE. PEUT-ON ENCORE PENSER «AUTREMENT» EN SCIENCE?

Chermann dirigeait en 1983 le laboratoire de l’Institut Pasteur où le virus a été identifié pour la première fois sous le microscope. À l’époque, il travaille sur le domaine innovant des rétrovirus depuis quinze ans, est allé se former aux États-Unis et donne le cours de rétrovirologie à l’Institut Pasteur. C’est lui qui va présenter les résultats de ces recherches dans les congrès médicaux. En attestent ses publications avant, pendant et après cette découverte. Les brevets et même les carnets détaillés de ses recherches, versés comme pièces à conviction lors du procès entre Américains et Français pour la paternité de la découverte sont d’autres preuves tangibles. C’est la fin de ce procès, avec un accord politique à l’amiable que l’on oblige le chercheur à signer, qui entraîne le départ de Chermann de Pasteur pour l’Inserm, en 1988. Depuis, il travaille à la fois un test de dépistage des non-progresseurs, ces malades qui portent le virus en eux mais ne déclenchent pas le sida [lire encadré], mais aussi à un vaccin thérapeutique et un autre, prophylactique (préventif), basés sur la même théorie du «badge».

Aujourd’hui, il raconte cette épopée dans un livre¹. Mais il raconte aussi comment progressivement, il a été gommé de l’histoire de l’Institut Pasteur. Certes, on ne peut effacer son nom des brevets et des articles scientifiques, mais on l’oublie dans les photos, les résumés, les hommages. Sans doute l’institution ne pardonne-t-elle pas au chercheur sa désertion. Le phé-

nomène culmine le jour de l’attribution du Nobel. Ce jour-là, sur toutes les photos qui évoquent le jour où le virus a été identifié, il y a une jeune femme, Françoise Barré-Sinoussi. Et Montagnier, le patron. Mais le géant Chermann a été gommé, gratté, gouaché. Digne des régimes soviétiques contre les opposants. Du coup, le témoignage de cette étrange mise à l’écart vaut mise en garde, pour le futur, quant à la manière de procéder correctement et équitablement à l’évaluation des travaux scientifiques. Car Chermann décrit une recherche qui, corsetée dans des traditions d’un autre âge, n’arrive plus à faire émerger l’originalité et transforme le système de validation par les pairs en citadelle du politiquement correct. Il a répondu aux questions d’*Espace de Libertés*.

Vous êtes déçu et humilié par cet «oubli» du comité Nobel, qui s’est doublé d’un effacement de l’histoire par l’Institut Pasteur?

Jean-Claude Chermann: Cela m’a fortement déçu parce que vingt-cinq après, une erreur si grande est très importante. Diviser ce prix avec la découverte du papillomavirus était une erreur, car il y a eu des oubliés des deux côtés. Il y a aussi des gens fondamentaux dans la découverte du papillomavirus qui ont été oubliés. Et puis, quoi, le sida valait bien un Nobel à part entière, non?

Est-ce que nommer une seule personne est juste quand on sait que la recherche

aujourd’hui se fait nécessairement avec des équipes de plusieurs dizaines de personnes?

C’est le testament de Nobel qui l’indique ainsi, il faudrait pouvoir en changer les règles pour le futur. Et je ne saurai que dans cinquante ans pourquoi j’ai été écarté du prix, car le contenu de la délibération ne sera dévoilé qu’à ce moment. C’est décevant. Cela me prive de moyens financiers indispensables pour développer ma recherche. Le statut de Nobel, c’est un statut de reconnaissance qui permet de lever plus facilement des fonds. Même si j’ai pu trouver des investisseurs pour approfondir ma recherche [lire encadré] et que, par ailleurs, de nombreux chercheurs m’ont fait savoir qu’ils considéraient que ce prix aurait dû m’échoir et qu’ils reconnaissent mon travail. Ils considèrent que cela dévalorise la qualité du prix Nobel.

Quitter l’institut Pasteur parce qu’on vous avait imposé de signer un accord qui reconnaissait faussement la moitié de la propriété de la découverte à l’équipe américaine de Gallo, n’était-ce pas faire preuve d’un orgueil démesuré?

Pas du tout: j’ai quitté l’Institut Pasteur en 1988 parce que, vu l’extrême variabilité du virus du sida, j’estimais que la voie vaccinale classique, pasteurienne, était vouée à l’échec. Et c’est bien ce que révèlent l’échec complet enregistré en 2003 et le large échec enregistré en 2009, puisque seulement 30% de gens en moins

n’ont pas été infectés et que ce taux risque de chuter rapidement. La deuxième chose, c’est qu’il n’y avait pas de modèle animal. Le chimpanzé ne développe pas la maladie et le macaque la contracte, mais en guérit en six mois. C’est pourquoi je me suis tourné vers une autre voie, je suis allé vers l’humain. Que faisaient les généralistes des patients infectés mais dont les défenses ne dégringolaient pas? Ils les gardaient dans leur cabinet. Pour comprendre comment ces gens ne développaient pas la maladie, il fallait les étudier. C’est ce que j’ai fait. J’ai en vingt ans constitué une banque d’analyses de 2 000 patients, dont environ 700 de ces «non-progresseurs», dont la clé du non-déclenchement de la maladie se trouve dans le fait qu’ils sont immunisés contre le badge qu’utilise le virus pour entrer dans de nouvelles cellules.

Faire confiance aux scientifiques

Vous quittez donc Pasteur parce que vous êtes «vraiment pasteurien», c’est-à-dire que vous osez la divergence avec ce qui est généralement admis. D’ailleurs, vous emmenez le portrait de Pasteur de votre bureau pour l’installer dans votre nouveau labo. Vous ne rompez donc pas avec ses valeurs...

Je ne pouvais pas affronter l’intelligentsia chez Pasteur qui avait décidé que le vaccin ne se ferait que d’une seule façon et que tous les crédits y seraient accordés, sans possibilité d’explorer une autre voie. Je suis en dehors des modes, c’est cela qui m’a fait réussir. Aujourd’hui, monsieur Pasteur ne pourrait pas administrer son vaccin contre la rage au petit Joseph Meister², il aurait trop de commissions à surmonter. C’est peut-être bien, ce ne l’est peut-être pas. Il y a parfois des urgences, face à des

gens en train de mourir, il faut essayer des traitements, des voies rapides. Je pense que si un scientifique, en première analyse, a vérifié l’absence de toxicité, il faut lui faire confiance.

Le grief essentiel que vous faites à l’Agence française de recherche sur le sida, ce n’est pas de ne pas vous suivre totalement, mais surtout de n’avoir jamais confronté votre hypothèse...

Il est de plus en plus évident que nous sommes face à un problème d’évaluation. La science va tellement vite qu’on ne peut plus évaluer correctement un scientifique qui travaille dans un domaine, ne fût-ce que connexe au sien. Je suis spécialiste de mon domaine, mais je ne pourrais évaluer un chercheur dans un autre domaine. Il y a quarante ans, on demandait aux Prix Nobel ce qu’ils pensaient de l’avortement ou d’un sujet de société. Aujourd’hui, on ne peut plus avoir un avis sur tout. La science est devenue si compliquée qu’il est de plus en plus difficile de jauger une idée originale, d’explorer une nouvelle voie qui mette en cause une idée que l’on ne peut qualifier que de dogme. Bref, si Pasteur arrivait sur Terre aujourd’hui, il n’est pas certain du tout qu’il pourrait être entendu et écouté.

Et que faites-vous des publications, basées sur le système d’évaluation par les pairs?

Ce n’est plus suffisant. Plus vous montez dans la spécialisation et plus il est difficile de réunir des comités de lecture qui soient réellement compétents pour trancher. Cela a été le bon système pendant longtemps, mais ce ne l’est plus. Pour beaucoup de chercheurs, la publication devient aussi une perte de temps. Elle est exigée pour mener une carrière ou décrocher un poste, mais cela devient difficile. ➤

L’idée «iconoclaste»: bloquer le «badge» du virus VIH

Mais qu’est-ce qui rend donc le professeur Jean-Claude Chermann si divergent des autres chercheurs? Sans doute le fait que dès 1988, il estime que la «voie pasteurienne» de la vaccination sera un échec dans le cas du VIH. *«L’idée géniale de Pasteur, c’était de prendre un petit bout de l’enveloppe du virus, ce qu’on appelle l’antigène, pour en faire un vaccin. Quand on l’injecte dans l’organisme, celui-ci fait des anticorps, qui détruiront ce bout d’enveloppe chaque fois qu’il se présentera à lui. C’était une idée révolutionnaire à l’époque où il l’a formulée. Mais cela ne marchera pas avec le VIH, qui change continuellement. C’est pour cela que les taux obtenus en 2009 avec le seul vaccin qui a fonctionné sont si bas: 30 % annoncés, peut-être moins bientôt»*. Quand Chermann quitte avec fracas l’Institut Pasteur en 1988, il va chercher dans une tout autre voie: il s’intéresse à ceux qui ont contracté le VIH mais ne développent pas la maladie, qu’il appelle les «non-progresseurs». Ceux-ci fabriquent un anticorps naturel contre la maladie. *«Je me suis aperçu que lors du bourgeonnement qui précède de peu la sortie du virus de la cellule qu’il a phagocytée et qu’il a tuée, le virus emporte un bout de la membrane de la cellule infectée, un antigène que j’ai baptisé R7V. Il existe sur toutes les souches existantes du virus et il ne varie pas. C’est ce que j’ai appelé le “badge”. C’est ce qui permet au virus d’entrer dans les autres cellules. J’ai publié cela dans Science en... 1992. Mais personne ne s’y intéressait»*. Pourquoi? *«Parce que cela allait contre un autre dogme, celui qu’on ne peut pas s’immuniser contre soi-même. Imaginer que l’on puisse bloquer le virus en s’immunisant contre un bout de cellule qui nous appartient, revient pour la plupart des chercheurs à dire qu’on allait faire de l’auto-immunité, c’est-à-dire qu’on risquait d’ouvrir la porte aux maladies auto-immunes»*. Au bout de dix ans, ce n’est pas arrivé. Dans l’hypothèse de Chermann, le badge, le R7V, est le cheval de Troie du virus, mais aussi son talon d’Achille. Car en le bloquant, on pourrait non seulement élaborer un vaccin prophylactique, mais aussi un vaccin thérapeutique. *«In vitro, j’ai réussi à montrer que des anticorps de non-progresseurs neutralisaient le virus dans des cellules infectées. Mais il n’y a pas assez de donneurs. Je veux mettre un vecteur au point pour que le plus grand nombre puisse en bénéficier»*. ■

Fr. So.

Le système d'évaluation, pour moi, est à revoir. Par quoi le remplacer, comment procéder pour distinguer la recherche de qualité, à l'heure d'internet et de la communication instantanée? Je n'en sais rien. Mais ce modèle est arrivé au bout de ce qu'il peut donner.

Pourtant, la voie vaccinale «traditionnelle» pour le virus du sida (l'utilisation d'une souche de virus inactivé) fait l'objet d'un large consensus au niveau des experts. De fait, elle exclut la vôtre du système de reconnaissance. Comment faire pour distinguer une recherche «divergente» mais qui sera peut-être le coup de génie, dix ou vingt ans plus tard, des pistes farfelues pour lesquelles il ne faut pas gaspiller un euro d'argent public ou privé?

Je n'ai pas de réponse toute faite. Mais je peux témoigner que, dans mon cas, le système d'évaluation n'a pas fonctionné, il n'a examiné ni ma théorie, ni mes résultats. Aujourd'hui, on commence à travailler ailleurs sur la question de ces malades, en les rebaptisant les «non-contrôleurs». Vingt ans après mes premières hypothèses sur les «non-progresseurs»... Et alors que j'ai publié une partie de ces résultats dans des revues comme *Science et Nature* depuis 1992.

Les fusions qui tuent la R&D

La fusion de plus en plus poussée des grands labos pharmaceutiques mondiaux, connectée au système d'examen par les pairs, au sein duquel peu de gens osent apparaître divergents face à une idée généralement admise ou sur laquelle repose trop d'intérêts académiques ou économiques, n'est-elle pas en train d'asphyxier la recherche?

En tout cas, cette fusion économique tue la recherche et le développement, qui sont les premiers départements qui font l'objet de réduction. Ces grands groupes préféreront racheter, même à grand prix, des petites sociétés qui auront pris tous les risques de développement et qui ont abouti au seuil des essais cliniques sur les patients. Aujourd'hui, c'est souvent comme cela que les grands groupes procèdent, ne se risquant plus dans des voies originales par peur de l'échec. C'est effectivement un danger d'assèchement de la recherche médicale. Quand vous regardez la manière dont les résultats du dernier essai vaccinal ont été récemment donnés, cela montre qu'on voulait justifier l'argent dépensé, en disant que c'était un premier espoir, alors qu'en fait, ces résultats sont l'enterrement en grande pompe de la voie vaccinale classique,

puisque'elle a maintenant été testée et qu'elle ne fonctionne pas.

Le professeur Jean-François Del-fraissy, directeur de l'ANRS, dit encore aujourd'hui à votre sujet: «*Je ne peux pas avoir d'avis sur ses travaux car il n'y a jamais eu de présentation à l'occasion notamment d'un congrès. Je ne demande que ça*».

Il est fou, je publie depuis toujours et il peut facilement avoir accès à tous mes résultats. Franchement, il faut faire attention. Je répète: si Pasteur revenait aujourd'hui sur le terrain de la recherche, le système actuel serait-il capable de le reconnaître? Je pense que non. De même, quand on a envoyé nos meilleurs cerveaux se perfectionner aux États-Unis, on ne retrouve pas de place dans la structure de recherche des pays de la vieille Europe. Là-bas, ils trouvent des moyens et du matériel. Puis, quand ils reviennent dans leur pays d'origine, on leur dit «Qui va à la chasse perd sa place». Qui s'étonnera alors de la fuite des cerveaux? Il faut aussi réformer le système de la carrière traditionnelle du scientifique afin de tenir compte de l'évolution de la science. Que son perfectionnement soit reconnu comme un atout et pas une pénalité. ■

UN ENTRETIEN AVEC CHRISTINE MAHY

«Il faut réinterroger notre manière de partager les biens!»

PROPOS RECUEILLIS PAR ISABELLE PHILIPPON

MALGRÉ LA MULTITUDE DE POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN PLACE POUR TENTER DE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ, CELLE-CI NE CESSE DE CROÎTRE: 15 POUR CENT DE LA POPULATION BELGE VIVENT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ. ET PAS SEULEMENT À CAUSE DE LA CRISE. CHRISTINE MAHY, PRÉSIDENTE DES RÉSEAUX BELGE ET WALLON DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, NOUS EXPLIQUE POURQUOI.

Les pouvoirs publics ont initié une série de «plans» pour lutter contre la pauvreté: le plan d'action national inclusion, le plan de lutte contre la pauvreté, et on en passe. Pourtant le nombre de personnes passant sous le seuil de pauvreté ne cesse d'augmenter. Faut-il s'y résigner, en période de crise et d'augmentation du chômage?

Christine Mahy: On ne peut nier que la crise économique aggrave le fléau de la pauvreté. Les CPAS sont dépassés par l'augmentation des demandes d'aide. Des gens basculent dans la pauvreté alors qu'ils n'avaient pas le «profil», qu'ils ont perdu leur emploi et qu'ils ont leur maison à rembourser et des enfants aux études. Alors, on assiste à une sorte de «concurrence» entre pauvres: les «vrais» pauvres craignent que les dispositifs anti-crise favorisent les «nouveaux» précaires pour éviter qu'ils ne sombrent définitivement. Ceci dit, la crise n'est pas le seul facteur expliquant l'accroissement de la pauvreté: les politiques publiques ne sont pas véritablement adaptées au problème. Elles sont conçues pour le plus grand nombre, en fonction de références moyennes, et puis, à l'usage, on voit qu'une partie de la population n'en bénéficie pas. Et alors, les poli-

tiques disent «Ouille! Que peut-on faire pour ceux qui ne rentrent pas dans le cadre?». Et ils mettent en place des mesures palliatives. Il faut, au contraire, penser dès le départ les axes de politiques structurelles en fonction des populations les plus fragilisées. Sinon, on ne casse pas le mécanisme reproducteur de la pauvreté: on l'organise, on l'adapte.

Concrètement, quelles politiques structurelles vous paraîtraient adaptées?

Je n'ai pas de recette miracle. Dans cette matière excessivement complexe, il faut rester modeste. Les responsables politiques ne sont pas de mauvaise volonté, ils sont désarçonnés, démunis. On crée de la discrimination sans le vouloir. Voyez notre système d'enseignement: il est plus discriminatoire qu'intégrateur. De même, il n'y a jamais eu autant de travailleurs sociaux qu'aujourd'hui. Et pourtant, la pauvreté augmente. On aborde la pauvreté comme une «matière» un peu honteuse, dont il ne faut pas se vanter car elle stigmatiserait la région qui oserait la mettre à l'agenda. Plutôt que d'être menée discrètement, et à l'aide d'un saupoudrage de mesures, la lutte contre la pauvreté devrait être une priorité des différents

gouvernements, au même titre que l'emploi et l'économie. Il ne faut pas la traiter «à part». Et puis, surtout, avant de prendre des mesures, il faut écouter ceux qui souffrent de la pauvreté: ce sont les meilleurs experts en la matière. Pas de bonne politique dans cette matière sans participation.

Vous êtes régulièrement consultée par les pouvoirs publics et en contact permanent avec les populations fragilisées. Leurs témoignages remontent par votre intermédiaire, non?

La participation, c'est bien autre chose que ça! Une vraie participation est essentielle au processus démocratique: il est important que les pauvres participent activement à la lutte contre la pauvreté, parce que leurs expériences peuvent aider à trouver les meilleures réponses. Mais ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit: il ne faut pas nécessairement être pauvre pour lutter contre la pauvreté. Les pauvres n'apporteront pas tous seuls la solution. Si c'était en leur pouvoir, ils ne seraient plus pauvres! Tout le monde doit être mis en état de participation: les politiques, les chefs d'entreprise, les gens de l'associatif, les travailleurs sociaux, les fonctionnaires, les pauvres, les citoyens «normaux», qui ne comprennent pas toujours qu'ils ont, eux aussi, un rôle à jouer. Tout le monde. Je prends l'exemple de l'administration, qui fait appliquer les règles. Il y a différentes manières d'appliquer les règles: de manière souple, ou tatillonne. Je comprends la volonté de faire appliquer de la même manière les règles par tout le monde. Mais il y a des gens qui ne peuvent pas s'en accommoder, et pas seulement parce qu'ils sont des tricheurs invétérés. La plupart d'entre eux, s'ils le pouvaient, vivraient «normalement», je vous assure. Pour beaucoup, le simple fait d'accéder aux aides qui leur sont destinées est quasiment impossible, parce qu'ils n'en ont pas connaissance, tout simplement. Voyez les bourses d'études. Pourquoi ne pas rendre leur octroi automatique? Les revenus sont connus, non? On pourrait très bien automatiser tout cela. Pour comprendre les difficultés concrètes de ce public-là, pour casser les clichés, il faut écouter. Mais ➤

Précieuse vie privée

Imaginons que toutes vos communications téléphoniques, mail et portables soient enregistrées. Non pas le contenu mais l'endroit, l'heure et la destination de chacune d'elles. Big Brother? Une science-fiction à la mode Orwell? Non, c'est l'Europe, tout simplement. L'Europe sécuritaire qui a créé une directive 2006/24/CE imposant aux fournisseurs d'accès à internet de sauvegarder les données de circulation et de localisation des utilisateurs afin qu'elles soient disponibles dans le cadre de la lutte contre la criminalité grave. Donc, l'origine, la destination, la date, l'heure, la durée et le type de communication (télé-

phonique, SMS, e-mail) ainsi que la technologie utilisée et la localisation des messages de n'importe quel citoyen européen doivent être conservés, de même que les données d'accès à internet, à savoir de quel ordinateur et donc de quel endroit vous vous êtes connectés!

L'État belge est donc tenu de transposer cette directive et il se propose même de faire du zèle; alors que l'Allemagne n'a imposé qu'une période de six mois pour la conservation de ces données, la Belgique souhaiterait une année... De plus, le gouvernement a préparé un avant-projet de loi sur le principe de cette directive,

réservant à des arrêtés royaux le règlement des dispositions aussi importantes que la liste des données à conserver, les conditions et la période de conservation. Ce qui empêche un débat parlementaire approfondi sur le sujet.

Pour la première fois en Belgique, une large plate-forme d'associations s'est organisée pour contrer cette transposition de directive: la Ligue des Droits de l'Homme et la Liga voor Mensenrechten, l'Ordre des Barreaux francophone et germanophone, Orde van Vlaamse Balie, Vlaamse Vereniging van Journalisten, Association des Journalistes Professionnels, Orde

van Geneesheren en Tik vzw. Tous dénoncent les atteintes intolérables à la vie privée, au secret professionnel des médecins, avocats et représentants religieux et au secret des sources des journalistes. Ils invitent les citoyens à signer une pétition... par internet, évidemment.

www.preservetavieprivee.be est aussi l'occasion de lancer une réflexion en profondeur sur ce droit constitutionnel qui est largement bafoué de nos jours, et malheureusement trop méconnu des citoyens eux-mêmes. ■

G. L.

ce n'est pas si simple. Parce que, le plus souvent, les gens meurtris par la vie ne s'expriment pas facilement. Il faut donc, d'abord, leur donner la capacité de s'outiller, de construire la parole qu'ils ont à amener. Et c'est un vrai boulot. Un processus lent, qu'on ne peut pas précipiter. L'agenda de ces citoyens n'est pas le même que celui des politiques pris entre deux échéances électorales.

Il y a bien des «poches» de pauvreté indépensables? Des pauvres «irréductibles»? Des générations de pauvres qui n'imaginent pas un autre avenir...

C'est vrai qu'il y a des familles qui sont confrontées, très tôt, à des difficultés très graves et souvent multiples, et qui sont en rupture totale avec la vie collective, qui ne participent plus à rien et veulent juste «prendre» ce qu'il y a à prendre. Mais ces pauvres-

là ne forment pas la majorité. La plupart tentent de résister. Ils sont sur un fil tendu. Les bons jours, ils parviennent à garder la tête hors de l'eau. Les mauvais, ils coulent. Et ainsi de suite: un truc qui va mieux, un autre qui va moins bien. Ce qui est terrible, c'est que, chez eux, cette situation n'est pas passagère: elle est permanente. À force, on s'habitue à cette vie-là, à déployer des trucs et astuces pour ne pas sombrer. On intègre des mécanismes et on ne peut plus en sortir. Et c'est là que les politiques publiques ne remplissent pas leur rôle. Je vais vous donner un exemple. Je connais personnellement une maman «sur le fil», qui élève seule ses six enfants. Malgré ses difficultés, elle les encourage à faire des études. Mais trois de ses enfants ont raté leur année, l'année scolaire passée. Résultat? La voici privée de bourse. Pour elle, la bourse, c'est vital. Comme elle ne veut pas qu'ils «héritent» de la pauvreté, elle a payé leur inscription à l'école. Du coup, son budget a plongé dans le rouge. Elle sortait du tunnel, on l'y a replongée. Cela me choque. Il y a des jeunes qui jouent aux «touristes» à l'université: ils ratent une fois, deux fois, et les parents paient. En plus de ce que cela coûte aux parents, ces années ratées coûtent extrêmement cher à la société. Et cela ne choque personne. Pour agir efficacement contre la pauvreté, il faut actionner plusieurs leviers simultanément: les bourses d'études, l'accès au logement, l'individualisation des droits, les pièges à l'emploi, etc.

Vous parliez de l'administration, qui fait respecter la loi et les règles de manière parfois tatillonne, dites-vous. Mais la survie du système de protection sociale n'est-elle pas mise en péril, précisé-

ment, par ceux qui ne respectent pas les règles?

C'est en partie vrai. Mais souvent, on ne regarde que par le petit bout de la lorgnette. Voyez les politiques d'activation des chômeurs. On met dans le même sac le plus faible et celui qui a juste besoin d'un petit coup de pied au derrière. Résultat? Le principal effet est d'exclure du chômage les plus fragiles. Voyez encore la chasse aux «fausses» boîtes aux lettres. Ceux qui recourent à cette astuce sont des tricheurs, évidemment. Mais, pour beau-

Voilà qui fleure bon la nostalgie communiste, non?

C'est une façon de voir. Mais il ne faut pas être communiste pour se rendre compte que la société souffre de certains maux endémiques. Comment peut-on justifier la «ghettoïsation» des pauvres dans des immeubles sociaux qui occupent un minimum d'espace et logent un maximum de gens, alors que l'individu moyen peut, lui, occuper l'espace qu'il veut avec sa maison quatre façades, pourvu qu'il puisse la payer? Comment peut-on revendiquer un enseignement plus démocratique, alors que les classes moyennes ne s'intéressent qu'à la réussite de leurs propres enfants et râlent à chaque tentative politique d'introduire plus de mixité dans les écoles? Il faut une réflexion globale autour du partage des biens matériels et immatériels de la société. Mais cela, c'est tout un programme... ■

© AFP

BRÈVES

OH HAPPY GAY (bis)

Le diocèse épiscopalien de Los Angeles a élu pour la première fois une femme ouvertement homosexuelle au poste d'évêque lors de sa convention annuelle. C'était en décembre. Le révérend Mary Glasspool, 55 ans, partage son existence avec une autre femme depuis 1988. L'archevêque de Canterbury et chef de l'Église anglicane, Rowan Williams, a réagi estimant que cette élection engendre des «questions très sérieuses non seulement pour l'Église épiscopaliennne et sa place au sein de la communion anglicane, mais aussi pour la communion dans son ensemble». Il a précisé sur son site internet que la décision de confirmer ou de rejeter cette élection aurait «des implications très importantes». C'est la deuxième fois qu'une personne homosexuelle est élue évêque de l'Église épiscopaliennne américaine depuis l'ordination en 2003 du révérend Gene Robinson dans le New Hampshire. Cette élection avait entraîné l'ensemble de l'Église anglicane dans la tourmente, ouvrant de larges brèches dans ses rangs. En définitive, l'ordination d'ecclésiastiques homosexuels avait été supprimée, une interdiction levée par la suite. (Map)

VAN ROMPUY, TÊTE DE TURC

La revue française Golias dressait en décembre le portrait d'un Herman Van Rompuy érigé en rempart du christianisme. Elle revenait sur une déclaration antérieure à la prise de fonction européenne du démocrate-chrétien flamand. En 2004, Van Rompuy avait déclaré à propos de l'adhésion turque à l'UE: «La Turquie ne fait pas partie de l'Europe et ne fera jamais partie de l'Europe... Un élargissement de l'Union européenne pour inclure la Turquie ne peut pas être considéré comme une simple extension comme dans le passé. Les valeurs universelles qui sont en vigueur en Europe et qui sont aussi les valeurs fondamentales du christianisme perdront de leur force avec l'entrée d'un grand pays islamique comme la Turquie». Et Golias de commenter: «Ces phrases suscitent en nous une vive inquiétude. On croirait lire du Philippe de Villiers (NDLR: le président du Mouvement pour la France, parti islamophobe). Le nouveau Président européen

entend-il dire que l'islam ne peut que corrompre les valeurs chrétiennes? Et l'Europe tout entière? Il serait urgent et important qu'il démente l'image qu'il donne ainsi de lui. Et d'une instance dirigeante qui pourrait en sortir tout entière discréditée. (...) Il n'est cependant pas certain que Van Rompuy ne présente pas également en contrepartie un autre visage». Et Golias de taxer notre Herman national de Janus. Une face pour l'Europe chrétienne. Une face pour la construction européenne laïque, du moins dans l'esprit des Pères fondateurs. (Map)

DU POISON DANS LE POISSON

Les liens qui unissent les lefébristes et les intégristes chrétiens de tous poils avec l'extrême droite ne sont plus à démontrer. C'est ainsi que dans les meetings de Jean-Marie Le Pen, on croise cette faune pétrie de dévotion à sainte Jeanne d'Arc. Sur le site «La Question» —où le vice-président du Front national Bruno Gollnisch dit aimer la France «comme une mère»—, le maréchal de Lattre de Tassigny recommande de porter au cou une croix en forme de... poisson. Ce militaire au nom glorieux, qui se définit comme un «grand chrétien», y voit une manière de détourner l'interdiction du port des signes religieux dans les lieux publics. En un acte de résistance, il écrit: «Je propose donc aux chrétiens qui, étant privés du port de la croix par la république maçonne du fait qu'ils travaillent dans le milieu scolaire ou qu'ils y sont élèves, de substituer à la croix interdite un bijou en forme de poisson que l'athéocratie républicaine ne pourra pas nous interdire vu que la loi ne le mentionne pas. Le poisson est le symbole fort de la révolte chrétienne face à l'oppression». Tel Pierre Bellemare dans un sketch de Laurent Gerra, de Lattre de Tassigny se transforme aussi sec en marchand du temple: le bijou-

breloque en forme de poisson est «offert» au prix modique de 9,52 euros. (Map)

CETTE CATHÉDRALE N'EST PAS À VENDRE

En France, l'article 52 de la loi de finances 2010 autorise désormais «l'État ou les établissements publics à transférer aux collectivités locales qui en font la demande ou à leur grouper... la propriété des immeubles classés ou inscrits au code du patrimoine, ainsi que la propriété des objets mobiliers qu'ils renferment appartenant à l'État ou à ses établissements publics». Ce texte, qui sera sans doute soumis à l'avis du Conseil constitutionnel, s'inscrit dans le cadre de la décentralisation et s'aligne sur les pratiques en vigueur en Allemagne, Italie, Espagne, etc... Des perles du patrimoine cultuel sont concernées: l'Abbaye du Mont-Saint-Michel, l'Abbaye de Fontevraud, l'Abbaye de Cluny, la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon... et bien d'autres. En revanche, rien ne change pour les cathédrales. Elles relèvent exclusivement de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, qui les affectent à l'État. Les cathédrales ne sont pas jugées en fonction de leur valeur esthétique et/ou historique, mais de l'ontion religieuse qui leur confère leur caractère sacré, seul retenu. (Map).

DANNEELS SANS FARD

Après une longue charge épiscopale (en fait, la Belgique n'aura «consommé» que quatre archevêques en plus d'un siècle), Gottfried Danneels quitte ses fonctions. Fidèle à lui-même et au dernier concile, s'il est resté «bon catholique», il a admis à la différence de Rome que ce qui était la position des catholiques ne devait pas être imposé aux autres. Plus étonnant encore, interrogé sur les ondes de la RTBF sur la désaffection vis-à-vis de la messe dominicale, il répond que l'essentiel n'est pas là, que le monde a changé et que l'homme et la femme ont travaillé toute la semaine, que dès lors, la grasse matinée est bien compréhensible. Propos bien peu militants pour un archevêque et rassurants pour les non-catholiques (et les catholiques non pratiquants?). Arrivé en fin de carrière, le cardinal veut se livrer sans fard; mais en entendant cela, Rome ne va-t-elle pas conclure qu'un autre type de direction de l'Église belge est indispensable? (PD)

Des chiffres qui en disent long

- 1 Belge sur 7 vit sous le seuil de pauvreté, soit 15 % de la population.
- 12 % des enfants belges grandissent dans une famille dont les parents sont sans emploi.
- Le seuil de pauvreté: 878 € pour un isolé, 1844 € pour 4 personnes.
- Flandre: 11%, Wallonie: 19%.
- 1 pensionné sur 5 vit avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté.
- 4 à 5 % des travailleurs sont des travailleurs pauvres.
- Les familles monoparentales courent un risque accru de pauvreté: 36% de parents seuls vivent sous le seuil de pauvreté.
- Les locataires courent également un risque accru: 29%.
- Il faut ajouter que la Belgique compte 10% de demandeurs d'emplois supplémentaires par rapport à 2008, et que l'on prédit une perte de 200 emplois par jour en 2010.
- Se nourrir sainement (par jour: 5 portions de fruits et légumes, 2 laitages, 100 gr de viande ou de poisson, un féculent, eau,...) implique une dépense mensuelle de quelque 150 euros par mois et par personne. Or une personne défavorisée consacre entre 80 et 105 euros maximum par mois à son budget alimentation...

I. PH.

Signes et interdits religieux: l'imposture identitaire

PIERRE-ARNAUD PERROUTY

Par un arrêt du 3 novembre 2009, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné l'Italie pour la présence de crucifix dans les classes des écoles publiques. On le sait, cet arrêt a provoqué de vives réactions en Europe et en Italie en particulier, un ministre du gouvernement Berlusconi allant jusqu'à déclarer qu'il préférerait mourir plutôt que de respecter cette décision. Dans un registre moins passionné mais sans doute plus inquiétant, le débat s'invite également au Parlement européen.

Dans l'affaire Lautsi, une mère réclamait le droit d'éduquer ses enfants conformément à ses convictions et soutenait que la présence de crucifix dans les classes pouvait donner aux enfants le sentiment que l'État se place du côté des croyants. Dans son arrêt remarquablement argumenté, la Cour insiste sur l'importance de la neutralité de l'État: «*L'État est tenu à la neutralité confessionnelle dans le cadre de l'éducation publique où la présence aux cours est requise sans considération de religion et qui doit chercher à incul-*

quer aux élèves une pensée critique». Cet impératif est d'autant plus important quand la personne confrontée à une croyance exprimée par l'État ne peut s'en dégager ou seulement «*en consentant des efforts et un sacrifice disproportionnés*», comme c'est le cas pour les élèves. De son côté, le gouvernement italien soutenait que le crucifix ne serait plus spécifiquement un symbole chrétien mais un «fait naturel», qui revêt une signification «neutre et laïque» en référence à l'histoire et à la tradition italiennes. Cette tentative de présenter un symbole avant tout religieux comme un fait naturel et culturel a heureusement été rejetée à l'unanimité par la Cour.

L'Église se devait de réagir. Pour tenter de contrer cet arrêt, cinq parlementaires européens italiens ont déposé une «Déclaration écrite sur la liberté d'exposition dans les lieux publics de symboles religieux représentatifs de la culture et de l'identité d'un peuple». C'est donc sur le terrain de la culture et de l'identité que cette Déclaration entend se placer pour demander que soit reconnu le droit des États à exposer des symboles religieux dans les lieux publics et les établissements institutionnels. Sans craindre de s'enfermer dans ses propres contradictions, le texte précise que les symboles religieux visés —le crucifix en particulier— ne constituent pas «une référence de caractère culturel». En réaction, d'autres parlementaires ont à leur tour déposé une Déclaration écrite, soutenue notamment par le CAL, qui rappelle le principe de la séparation de l'Église et de l'État et appelle tous les États membres à respecter l'arrêt de la Cour et

à s'assurer que les bâtiments publics soient exempts de signes religieux. Les deux déclarations s'affrontent donc au Parlement européen et leurs partisans respectifs s'efforcent de rassembler les voix nécessaires (la majorité des 736 parlementaires) afin que le texte soit formellement adopté. Au-delà de ce combat des déclarations, on peut prédire sans risque de se tromper que le débat resurgira à d'autres occasions.

Pendant ce temps, début décembre, une autre audience importante se tenait devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Trois femmes poursuivaient l'Irlande pour avoir été forcées de se rendre en Angleterre pour avorter, ce qui a notamment eu pour conséquence d'entraîner des complications médicales importantes. À l'audience, le représentant du gouvernement irlandais a plaidé que les lois restrictives sur l'avortement sont fondées sur les valeurs «morales profondes» —entendez «religieuses»— qui font partie intégrante de la société irlandaise et a pressé la Cour de «respecter les traditions irlandaises». Ici encore, morale et tradition sont ainsi abusivement réduites à la seule morale religieuse dominante d'un pays.

Sur Radio Vatican, le cardinal Jean-Louis Tauran, président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, a estimé que l'arrêt Lautsi constitue «une ingérence dans la culture d'un peuple». C'est précisément cet amalgame entre morale religieuse qui ne concerne que les croyants et culture, voire identité nationale, que la Cour a refusé, en recentrant le débat sur la question du droit. Il faut espérer que la Cour ne se laissera pas davantage abuser par les arguments du gouvernement irlandais et refusera de réduire les droits des femmes aux prescrits de la morale catholique. ■

© APH

Italie: Le christ dans une galerie oui, dans une école publique, non.

AMÉRIQUE LATINE

La laïcité progresse

GABRIELLE LEFÈVRE

EN MÊME TEMPS QUE LA DÉMOCRATIE, LA LAÏCITÉ PROGRESSE EN AMÉRIQUE LATINE GRÂCE AU RÉSEAU ILEC, SOUTENU PAR LE CAL DE BELGIQUE: LES INSTITUTS LAÏQUES D'ÉTUDES CONTEMPORAINES SE SONT RÉUNIS EN OCTOBRE AU GUATEMALA.

C'est donc du 16 au 20 octobre de cette année que s'est tenu à Guatemala Ciudad le VI^e séminaire latino-américain de la laïcité. Étaient présents, notamment, les Illec du Chili, du Paraguay, d'Uruguay, de Colombie, d'Argentine, de Panama et les Centres d'Action Laïque de Mexique et de Belgique. Le thème de cette rencontre: «Les défis de l'éducation laïque dans le contexte de la démocratie postmoderne».

Il était particulièrement enthousiasmant d'entendre les orateurs s'exprimer sur les réalisations des divers Instituts dans ces pays qui ont redécouvert la démocratie après des périodes de dictature militaire, de quasi-esclavage des populations paysannes les plus pauvres, de guerre civile: celle du Guatemala a duré trente-six ans avec des répressions sanglantes des paysans mayas. À présent, c'est un pays dirigé par un président de centre-gauche et un parlement progressiste, où la population maya renaît au point de vue économique et culturel. Dans cette Amérique latine en pleine évolution politique et qui crée petit à petit divers modèles de développement économique et culturel, la réflexion laïque est fondamentale car les défis sont énormes: accès à l'enseignement pour tous, réhabilitation voire même création de services publics notamment dans l'enseignement, lutte contre l'emprise historique et très forte de l'Église catholique, mais aussi des sectes protestantes d'origine nord-américaine et qui sont de véritables chevaux de Troie d'une idéologie antisociale car elle repose sur le caritatif liant les communautés et non pas sur les droits politiques et économiques des populations.

Il était intéressant aussi de constater l'apport toujours essentiel des franc-

maçonneries locales qui restent le fer de lance d'une réflexion et d'une action sociétale prônant le libre examen contre les dogmes, un vivre ensemble basé sur un État à la fois démocratique mais qui assume ses responsabilités en matière de justice, de liberté, d'éducation. Un idéal de tolérance résumé ainsi par Carlos Humberto Sandoval Cardona, président de ce VI^e séminaire: «*les valeurs supérieures de la vie de l'être humain, qui se trouvent représentées dans sa forme la plus pure dans l'idéal laïque, passent par une étape critique dans notre pays et dans toute la région latino-américaine; et cela en conséquence de la prolifération d'attitudes et de modèles intransigeants et exclusifs qui prétendent détenir l'unique vérité et se refusent à admettre le pluralisme des perspectives comme élément constitutif de la société actuelle. La validité des principes laïques est fondamentale pour vivre en démocratie, pour affronter la problématique du pays et pour construire et orienter un mode de conduite fondé sur les valeurs et la vérité*».

Les universités, un enjeu essentiel

Dans ce pays où l'on compte onze universités privées dont six sont catholiques, le caractère laïque bien affirmé (malgré son nom) de l'université San Carlos dans la capitale était enthousiasmant. En effet, le recteur de cette université, Estuardo Galvez Barrios, a accueilli les participants à ce séminaire avec un discours fort. Un enseignement basé sur la tolérance et le civisme qui se met au service du pays, mais en opposition au caractère très catholique du pays. Le corps enseignant entend y développer une vision scientifique

Guatemala: une fresque qui raconte les exactions dont la population maya a souffert pendant 36 ans de guerre civile; ici, l'éducation pour bâtir la démocratie.

des choses et même des religions, les sciences sont les bases de la connaissance, le caractère universel de la laïcité y est affirmé, la formation éthique est soulignée et l'on s'oppose fermement aux créationnistes qui contestent cela.

Cette vision de la laïcité suppose aussi un soutien aux droits de la femme et donc aussi à la liberté sexuelle et à l'avortement, deux sujets qui hérissent les Églises de ce continent.

D'ailleurs, les principales invitées de la session de l'après-midi à cette université étaient des représentantes de diverses organisations de femmes guatémaltèques. Elles ont décrit longuement les interdits qui pèsent encore sur elles dans ces sociétés marquées par la religion chrétienne, mais elles soulignent clairement qu'elles sont contre l'Église qui empêche l'exercice de leurs droits et pas contre les cultes qu'elles respectent si elles ne les pratiquent pas elles-mêmes. Car les Guatémaltèques en majorité restent des croyants et considèrent que la liberté des cultes est une base de la démocratie, ce qui n'empêche pas l'idée de la séparation de l'Église et de l'État de progresser. Les groupes féministes rencontrés à l'Université San Carlos restent confrontés à un esprit machiste généralisé, à l'absence de représentation des femmes dans les divers niveaux de pouvoir. Pour elles, «*ce pays doit être construit sur le respect de la diversité dans cette société post-conflit qui a été très violente à l'égard des femmes*».

Ce séminaire s'est terminé par l'annonce de la création d'une Fédération américaine de la laïcité dont le Guatemala sera le moteur, avec l'aide des Illec et Cal des autres pays latino-américains.

Un idéal de liberté s'affirme ainsi dans la solidarité internationale. ■

Infos: www.laicisme.net - www.ilecguatemala.org

Chomsky «cuisiné»

PATRICE DARTEVELLE

PAR DEUX FOIS, JEAN BRICMONT A INTERVIEWÉ NOAM CHOMSKY LINGUISTE ET PHILOSOPHE AMÉRICAIN. IL PUBLIE LE TEXTE DE CES INTERPELLATIONS (ÉCRITES)*.

Bricmont positionne Chomsky d'une part en anarchiste libertaire et d'autre part en «dernier positiviste», ce qui donne bien deux thèmes principaux au livre qui résulte de leurs questionnements. Au plan pratique, on a l'impression globale que l'Atlantique reste un océan que seule l'informatique franchit aisément.

Quand le Belge semble vouloir l'entraîner dans une critique du réformisme, l'Américain se rebelle face au concept de «récupération»: *«le progrès dans les affaires humaines est un peu comme l'alpinisme. Vous voyez un sommet, vous peinez à y monter, et soudain vous découvrez que plus loin, se trouvent d'autres pics que vous n'aviez peut-être même pas imaginés... Chaque victoire fournit l'occasion d'explorer plus attentivement notre nature profonde et permet de se rendre compte de l'existence de formes d'injustice et de violence dont nous n'étions même pas conscients»*.

Face à l'URSS et à son bilan, il est en revanche plus dubitatif que l'Européen, mais n'empêche guère la conviction. Chomsky n'est pas vraiment convaincu de l'échec des économies dirigées: l'URSS n'a pas obtenu des résultats inférieurs à ceux de pays comparables vers 1900 comme le Brésil. Plus intéressant, il attribue son échec final aux États-Unis dès Kennedy. Celui-ci refuse les propositions de diminution des armements de Khrouchtchev, augmente l'effort militaire américain avec lequel l'URSS veut rivaliser alors qu'elle n'en a pas les moyens, se ruine et s'effondre après 1960. Soit, mais il ne fallait pas que Khroucht-

chev lors de sa célèbre visite aux États-Unis en 1958 donne l'Union soviétique comme authentique challenger des Américains. La grenouille s'était faite trop grosse. En revanche, Chomsky est intraitable sur la question de la liberté et de ses restrictions lorsqu'on lui propose d'y voir peut-être une nécessité de la lutte anticapitaliste. Dans le cas de l'URSS comme celui de Cuba, il voit dans leurs pratiques autoritaires un élément de fracture d'avec la population et donc d'affaiblissement.

On retrouve là une théorie libertaire tant reprochée à Chomsky, face au révisionnisme principalement. Quand on lui propose, face à l'attitude totalitaire ou à l'attitude libertaire, la troisième voie en vogue en Europe, celle qui permet à l'État d'interdire certaines opinions horribles, son jugement est catégorique. Ce *«point de vue intermédiaire... accorde à l'État le pouvoir de réduire au silence les "idées extrêmes et horribles" que l'on n'aime pas, mais non celles que l'on trouve tolérables, telles que le soutien direct aux crimes massifs en cours»* (ce qui vise les pouvoirs coloniaux et les États-Unis).

Quant aux tenants des lois mémorielles, il les assimile à Goebbels et à Jdanov. Je n'aime pas ce genre d'insulte, mais le fond me paraît juste.

Le pan philosophique de l'ouvrage tourne autour de deux questions, celles de l'innéité et du matérialisme. Chomsky est depuis plus de quarante ans un linguiste célèbre pour des théories qu'en Europe, on nomme «structuralistes» et qui

supposent la structuration innée du langage et de l'esprit humain, ce qui pose la question de la nature humaine.

Jean Bricmont le titille sur le pessimisme politique qui devrait s'ensuivre mais Chomsky, prudent et sceptique comme il apparaît généralement dans le livre, renvoie à notre ignorance de la nature humaine et des rapports entre celle-ci et la structure sociopolitique. Et de citer une des sources du libéralisme, Adam Smith, pour qui *«ressentir beaucoup plus pour les autres et peu pour nous-mêmes est la perfection de la nature humaine»*.

Ce qui nous amène à l'esprit et au corps. Il n'y a pas de corps pour Chomsky en bon matérialiste, dirais-je. Mais il s'empresse d'en tirer la conclusion: *«la fin du matérialisme en tant que doctrine intéressante. Aucun problème significatif à propos du corps et de l'esprit ne subsiste»*. La seule question porte sur le *«problème scientifique de savoir comment la structure organique du cerveau produit les propriétés appelées mentales»*.

En bref, riche et un peu exotique (sans que ce ne soit forcément un défaut). ■

L'islamisme en BD

Que l'islamisme, y compris sa version dite «terroriste», puisse être traité par tous les moyens littéraires et graphiques est une idée juste. Mohamed Sifaoui, qui se décrit comme musulman laïque¹, en donne la mesure avec son album *Ben Laden dévoilé*², très copieux puisqu'il compte une centaine de pages.

Difficile pour moi de ne pas être d'accord avec la préface de l'auteur selon lequel *«le rire peut être un excellent remède contre la terreur dans laquelle les terroristes veulent nous plonger. Le rire est d'ailleurs une valeur qui nous différencie d'eux»*. Il y a dans l'album un rire de situation et d'expression: les barbus font toujours rire les Européens. Mettre en bande dessinée des faits qui font la première page de tous les journaux apporte aussi un effet de surprise et de non-conformisme.

L'ennuyeux, c'est que je suis un mauvais lecteur de BD et que j'ai une tendance plus que fâcheuse à en analyser le contenu comme s'il s'agissait d'un essai. L'album me facilite largement la tâche. Le départ de l'histoire est la capture de Ben Laden par des soldats américains et l'homme le plus recherché de par le monde accepte de raconter toute son histoire avec les interrogateurs de la CIA. Sifaoui raconte ainsi la «carrière» du plus célèbre «terroriste» du monde. Il a accumulé une importante documentation sur le sujet et il l'expose dans les vignettes de BD.

Son propos a une ligne politique qui peut plaire à beaucoup de laïques. Ben Laden est très dangereux parce que très intelligent et il dupe aisément les grands d'Occident et ceux du monde musulman. L'idée implicite est bien que ce terrorisme est le phénomène central du monde contemporain et que les Occidentaux sont des jobards manipulés grâce à

quelques théories multiculturalistes qui font pleurer de rire Ben Laden et ses amis.

Pour être sûr d'établir l'importance d'Al Qaïda, Sifaoui consacre l'une ou l'autre page à se moquer de Thierry Meyssan et de sa manie du complot, au risque de rompre le cours du récit. Je crains qu'il n'aboutisse à l'effet inverse de ce qu'il recherche.

Se moquer de ceux qui n'ont rien vu venir comme les agents du FBI n'est pas impossible: on sait que Staline n'a pas vu venir l'offensive allemande..., etc. Mais alors on ne peut rien conclure. Mais si, comme le fait Sifaoui, on répète que tous les Occidentaux, du haut jusqu'en bas, étaient idiots et que Meyssan est un malade, on finit par semer le doute: est-ce vraisemblable? Et à force d'outrance, on alimente involontairement la théorie du complot.

De fil en aiguille, le lecteur peut se demander quel est le moteur de Ben Laden. Est-il un fou isolé, le produit ou l'opportunité d'une politique ou d'une situation sociale? C'est un méchant absolu, par nature, semble-t-il, pour Sifaoui. C'est un peu court, mais la BD n'a pas pour but ou peut-être possibilité d'entrer dans ce type d'argumentation. Encore que les trois pages de notes à la fin du volume s'empressent de nous donner explications et références.

J'ai beaucoup aimé les dessins et certains éléments bien envoyés, comme la question des multiples femmes et enfants —et la dimension sexuelle—des musulmans riches et puissants. Mais je vois bien un projet politique qui grossit encore l'alliance rouge-brun. ■

P. D.

1 Cf. *Le Soir* du 5 octobre 2009.

2 *Ben Laden dévoilé*, Enquête et scénario de Mohamed Sifaoui et dessin de Philippe Bercovici, 2009, 12 bis, 15 euros.

Coup de philo

Nouvelle rubrique mensuelle, ce *Coup de philo* permettra d'explorer un concept, une valeur, une idée, avec clarté, simplicité, sérieux ou humour... La première salve avec *l'ironie*, afin peut-être de la pratiquer plus régulièrement en ce début d'année. Et en premier lieu à l'égard de nous-mêmes...

L'ironie

LES ENFANTS DE NÉRON

MICHEL GRODENT

L'ironie n'a pas toujours bonne réputation. Il lui arrive de rimer avec raillerie. Je ne la conçois pas autrement que sur le mode «réflexif». Un ironiste digne de ce nom doit se prendre lui-même pour objet de ses traits, avoir la conscience la plus juste possible de sa propre fragilité, ne faire montre d'aucune supériorité qui ne serait pas fondée sur une certitude scientifique. Autant dire qu'il se méfie de l'«eironia» au sens platonicien, cette manière de feindre l'ignorance pour amener l'interlocuteur, par un jeu de questions orientées, à se rallier à votre avis et qu'il privilégie sa version alexandrine, celle qui fut l'apanage du grand poète grec Constantin Cavafy dont l'œuvre s'inscrit entre deux mondes, Orient et Occident, et entre deux siècles (né en 1863, il est mort en 1933, l'année où Hitler devint chancelier).

Le délai accordé à Néron: voilà l'un des poèmes de Cavafy où l'ironie peut, dans toute sa sécheresse aristocratique, nous cibler et nous toucher davantage en ces temps d'incertitude boursière, politique ou climatologique. L'empereur romain consulte l'oracle de Delphes qui lui lance un avertissement: *«C'est la 73^e année que tu dois craindre»*. Néron n'a que trente ans, il se dit qu'il a bien le temps de jouir de la vie. Mais, précise Cavafy, il ignore qu'en Espagne, Galba, son ennemi, est en train de rassembler une armée. Galba, *«le vieillard de 73 ans»*.

Il est toujours plus tard qu'on ne le pense. Si je n'accorde aucune valeur religieuse à cette phrase, je la tiens néanmoins pour fondamentale. Objet d'infinie méditation pour les victimes de la modernité que nous sommes tous à des degrés divers. ■

* Noam Chomsky, Jean Bricmont, *Raison contre pouvoir – Le pari de Pascal*, L'Herne, Paris, 2009, 171 pp., 11,50 euros.

Teotihuacan, divin Mexique

CHRISTIAN JADE

LE SITE DE TEOTIHUACAN, CULMINANT À 2750 M D'ALTITUDE, À 40 KM DE MEXICO, EST AVEC LA CITÉ ZAPOTÈQUE DE MONTE ALBAN, PRÈS D'OAXACA ET LA PYRAMIDE MAYA DE CHICHEN-ITZA, DANS LE YUCATAN, UN DES TROIS LIEUX TOURISTIQUES LES PLUS VISITÉS DU MEXIQUE. UN DES PLUS MYSTÉRIEUX AUSSI, TANT LES CERTITUDES SONT FRAGILES, FAUTE D'ÉCRITURE, POUR EN REFAIRE L'HISTOIRE. L'EXPOSITION PRESTIGIEUSE «TEOTIHUACAN, CITÉ DES DIEUX», AU MUSÉE DU QUAI BRANLY, À PARIS, AVANCE DES HYPOTHÈSES INTÉRESSANTES AUTOUR DE 450 OBJETS LUMINEUX.

Les trois sites mexicains cités ont un point commun: ils datent tous des premiers siècles de l'ère chrétienne et leur disparition du tableau de l'histoire n'est pas claire. Entre 100 avant notre ère et l'an 900 de notre ère, ces trois civilisations ont coexisté, commercé, guerroyé puis disparu, recouvertes par la terre et la forêt, sans que la cause exacte de leur disparition ne soit élucidée.

Dans le cas de Teotihuacan, l'affaire se complique du fait que son histoire nous parvient par un double prisme déformant: celui des Aztèques, arrivés 700 ans plus tard, fascinés par le lieu et qui y ont projeté leurs valeurs, leurs dieux et leurs pratiques rituelles. Et celui des conquérants espagnols qui ont vaincu les Aztèques assez facilement et projeté sur l'ensemble des civilisations précolombiennes un voile de mépris.

Le lieu en impose tellement, dans son cadre naturel majestueux, refaçoné par une restauration impressionnante, qu'on redoutait la déception. Au contraire, c'est l'enchantement, grâce à une scénographie de Jacob et Macfarlane, qui reproduit sobrement, à grande échelle, la maquette des pyramides du Soleil et de la Lune, du temple du Serpent à Plumes, le long de l'Allée des Morts. À l'entrée, une courte

vidéo nous donne une idée du lieu vérifiable, tout en imposant d'emblée l'impressionnante frise du *Jaguar de Xalla* (2,35 m x 1 m) découvert récemment. Un félin stylisé, associé au pouvoir politique mais dont les virgules fleuries, sur les ailerons, sont des symboles de fertilité. Il manifeste la complexité des interprétations, masculin/féminin, vie/mort, lieu du pouvoir et vrai détenteur du pouvoir à Teotihuacan. Un parcours intelligent nous entraîne d'énigme en énigme, d'hypothèse en hypothèse, de solution provisoire en aveu de méconnaissance. C'est que la science archéologique souffre du manque d'écriture de cette civilisation qui ne laisse que les splendeurs de ses fresques et d'objets précieux en marbre, céramique ou obsidienne, cette pierre noire, dure, rare et précieuse produite par le fameux volcan Popocatepetl. Une pierre qui permettait le sacrifice et l'ornement.

La civilisation aztèque pratiquait ouvertement le sacrifice humain, mais les historiens ont longtemps pensé que celle de Teotihua-

can était plus douce. Le voile de cette illusion est en train de se dissiper à mesure que les fouilles progressent. Seuls cinq pour cent de ce site immense de 22 km² ont été explorés, mais les découvertes récentes (1998-2005) apportent des preuves de plus en plus évidentes du caractère sacrificiel et guerrier de cette civilisation qu'on a longtemps pensé plutôt égalitaire, pacifique et commerçante. Or plusieurs dépôts sacrificiels ont été découverts, qui laissent de moins en moins de doute sur le sort réservé aux prisonniers de guerre pour satisfaire aux divinités, le fameux Serpent à Plumes ou le Dieu de la Pluie. Outre les cadavres découverts sous la pyramide de la Lune, on a le témoignage bouleversant du *Sacrifié de Xalla*, la plus grande statue retrouvée à Teotihuacan, représentant un prisonnier au masque douloureux, sacrifié par fléchage.

Sur l'organisation sociale, le mystère demeure. Les archéologues ne parviennent pas à retrouver, faute d'écriture, une iconographie rendant compte de l'organisation du pouvoir, comme chez les Mayas ou les Aztèques: pas l'ombre d'un chef suprême, façon «Grand Inca», ou d'une dynastie à repérer sur les fresques splendides, déplacées pour la première fois en Europe. En revanche, une intéressante partie de l'exposition traite des rapports et échanges économiques, politiques et religieux avec les Mayas du Sud ou les Zapotèques d'Oaxaca.

Même si l'organisation politique et religieuse de ces lointaines civilisations vous intéresse moins, reste la beauté d'un trajet bien rythmé, où alternent des statues grandes ou petites, parfois marrantes comme ce «vieux dieu» ou «dieu du feu», associé à la fertilité, portant sur la tête un immense... brasero ou des objets qui font le charme d'une vie plus quotidienne. ■

© Martirene Alcantara

Le jaguar de Xalla. Teotihuacan 350-650 ap.J.C

SOULAGES AU CENTRE POMPIDOU

La lumière du noir

BEN DURANT

Pierre Soulages (Rodez, 1919) a toujours été fasciné par le noir, préférant tremper, dès sa plus tendre enfance, son pinceau dans l'encre de Chine plutôt que dans toute autre couleur. Sa carrière démarre à la fin de la guerre. Refusant d'entrée toute référence figurative et tout choix restrictif d'un titre, l'œuvre est uniquement désignée par sa date de création. Il utilisera d'abord le brou de noix, souvenir d'enfance d'un voisin menuisier qui l'utilisait pour teinter ses meubles.

Parce qu'il souhaitait «peindre la neige», Soulages va traquer les rapports entre les vibrations de la lumière et la picturalité claire ou ténébreuse, écrivant aujourd'hui: «*Le noir a des possibilités insoupçonnées et, attentif à ce que j'ignore, je vais à leur rencontre*». Quoi de plus noir que le goudron qu'il va oser utiliser sur des vitres, au début des années cinquante, mais toujours pour construire de puissantes figures architectoniques, sans la moindre concession au décoratif, avec pour seul moyen d'expression la ligne dans ce qu'elle peut avoir de rigide ou de cursif. À partir des années soixante, l'homme traite la surface en larges nappes, où le blanc pointe encore un timide bout du nez, les formats sont dorénavant conséquents et plus volontiers horizontaux. Deux bonnes raisons à cela, l'artiste a le geste amplement puissant et il fait carrière aux États-Unis, où il expose depuis 1949, investissant le MOMA de New York. Il y retourne en 1957, décrochant d'une part une galerie et rencontrant d'autre part des artistes qu'il admire comme De Kooning, Motherwell, Kline, Newman et surtout Marc Rothko avec qui il entretiendra une longue relation amicale. Le spectateur doit maintenant visionner un parcours panoramique dans un incessant aller-retour optique, totalement absorbé par la densité

de la matière étalée sur une telle superficie. En 1986, lorsqu'un critique lui demande: «*pourquoi ce noir obsédant?*», il lui rétorque: «*Pourquoi le noir? La seule réponse, incluant les raisons ignorées, tapies au plus obscur de nous-mêmes et des pouvoirs de la peinture, c'est: PARCE QUE*».

Soulages va d'ailleurs basculer et tomber dans le chaudron bitumeux, créant pour l'occasion, en janvier 1979, le néologisme «outrenoir»: «*pour dire: au-delà du noir une lumière reflétée, transmutée par le noir. Outrenoir: un autre champ mental que celui du noir*». Plus que jamais, l'artiste affirme une conception unitaire de l'espace et du temps, érigeant, comme des monolithes plats, des armatures d'un noir épais, striant la pâte acrylique de vigoureux coups de brosse mais aussi de grandes scarifications faites à la lame, actions qui lui permettent de travailler autant l'ombre que la lumière.

Pourtant l'homme se hérisse lorsqu'on réduit son travail à la seule monochromie: «*Il faut voir avec ses yeux, et pas avec ce qu'on a dans la tête. En réalité, mon travail est mono-pigmentaire mais à l'opposé du monochrome*».

Pour ses nonante ans, le Centre Georges Pompidou lui a offert, non une rétrospective, terme qu'il juge «déplaisant», mais plutôt une exposition d'ensemble: «*Elle déploie soixante-trois ans de mon parcours*», depuis les balbutiements sur papier de 1946 jusqu'aux monumentaux polyptiques de 2009. Et pour la circonstance, l'artiste a tenu à avoir un œil sur la scénographie et juger de ses relations avec les visiteurs en soulignant que «*la réalité d'une œuvre, c'est le triple rapport qui s'établit entre la chose qu'elle est, le peintre qui l'a produite et celui qui la regarde*».

Aujourd'hui, succès oblige, lorsque le marteau tombe chez Sotheby's, il y a quelques mois, à un million et demi d'euros, pour une de ses toiles, Soulages devient le peintre français vivant le plus cher. À quoi, il a philosophiquement répondu: «*Je suis ravi, mais l'art comme commerce ne me concerne pas. L'art n'est pas une compétition, avec un premier et un second. Chaque artiste est unique, irremplaçable*». ■

“ AVANT DE NAÎTRE, NOUS SOMMES DANS L'OBSCURITÉ. PUIS NOUS VOYONS LE JOUR ET NOUS ALLONS VERS LA LUMIÈRE. C'EST CE QUE PENSAIENT LES ROSE-CROIX.

PIERRE SOULAGES, 2009

”

© Adagp, Paris 2009.

■ Pierre Soulages, 1985 - Coll. Centre Pompidou, Musée national d'art moderne.

Pierre Soulages, Centre Georges Pompidou, Paris. Exposition ouverte tous les jours, sauf le mardi, de 11 à 21h jusqu'au 2 mars 2010. Catalogue en français, 352 pp, 245 illustrations, 50 euros. Aussi au Musée du Louvre, salle de la première Renaissance italienne, une œuvre en dialogue avec «La Bataille de San Romano» de Paolo Uccello. Jusqu'au 18 janvier 2010.

Masque de Malinaltepec. Teotihuacan. © Martirene Alcantara

«Teotihuacan, Cité des Dieux», au Musée du quai Branly, jusqu'au 24 janvier 2010. Info: www.quaibranly.fr

À signaler: le Festival ¡Mexico! du 16 janvier au 25 avril au Palais des Beaux-Arts, www.bozar.be - 02 507 82 00.